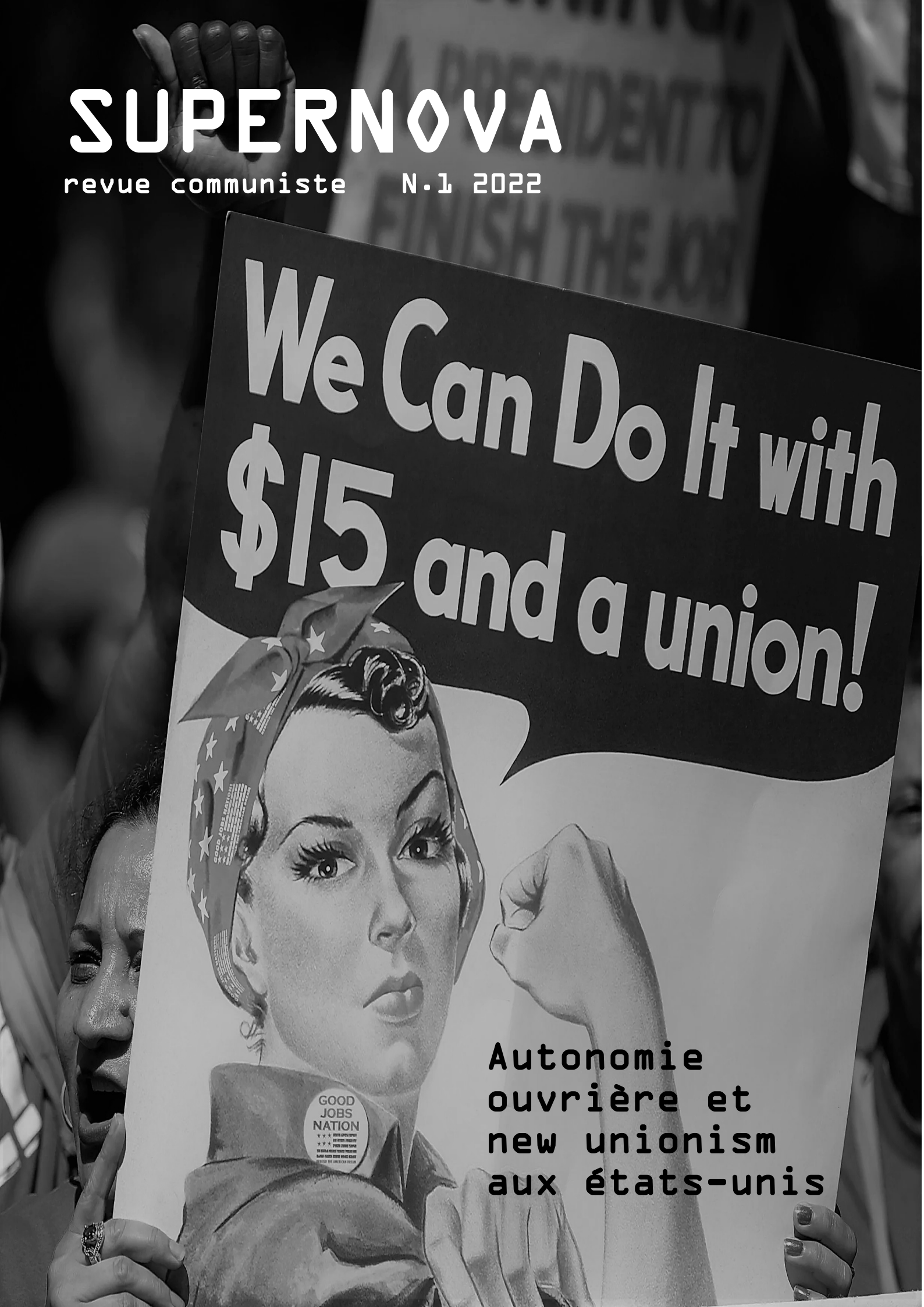
SUPERNOVA

revue communiste N.1 2022



Autonomie ouvrière et new unionism aux états-unis

Presentation

Une supernova est l'ensemble des phénomènes qui résultent de l'implosion d'une étoile en fin de vie, notamment une explosion gigantesque. Supernova pour indiquer la lutte révolutionnaire contre le vieux monde et sa nécessaire explosion.
Supernova est une revue ouvrière, un instrument, un outil pour lire et intervenir sur la réalité. L'enquête et la recherche sont fondamentales pour comprendre où nous en sommes, mais elles ne suffisent pas. Au lieu de prendre, un cliché instantané de la société à un moment donné, puis de l'étudier pour y reconnaître les diverses catégories dans lesquelles les individus qui la composent doivent être classés, la méthode dialectique voit l'histoire comme un film qui déroule ses tableaux l'un après l'autre ; c'est dans les caractères saillants de leur mouvement qu'il faut chercher et reconnaître la classe.
Les rapports de force entre les classes, les contradictions du mode de production capitaliste liées à la phase impérialiste, sont des éléments invariants, mais toujours en mouvement, et seulement dans leur dimension dynamique nous pouvons les analyser. Le travail politique de Supernova consiste à mettre en évidence les contradictions, les limites du capitalisme, les faiblesses des structures de commandement de la bourgeoisie. Il ne sert à rien de crier contre la violence de l'État, ce qu'il faut, c'est comprendre comment se défendre et agir.

Un magazine de travail et d'organisation entre camarades. Une revue capable de lier la nécessité du parti de classe à l'autonomie prolétarienne. Non pas de manière abstraite, mais dans un contexte urbain et impérialiste. Donc un outil pour commencer à travailler sur une stratégie et des tactiques appropriées, basées sur le socialisme scientifique.
En bref, capable de "*rêver, mais sérieusement*" (Lénine)

Ce numéro est principalement consacré à la lutte des classes aux États-Unis, à la réapparition de l'autonomie ouvrière et aux nouvelles formes de syndicalisation dans les secteurs précaires. Des signes supplémentaires d'un processus de crise de l'impérialisme américain, qui perd également le consensus sur son front intérieur.

collectif de rédaction

Résumé n.1-2022

Mouvement de 15 $. (Vera Z.) .3
Statistiques sur la précarité aux États-Unis. (Nadežda K.) .7
Portraits d'ouvriers (buzzfeednews) .12
Les travailleurs syndiqués à Amazon (Inthesetimes) .18
Lénine à Chattanuga (Mu'ammar G.) .25
Crise et mécanismes de crise en Amérique (Mu'ammar G. et Mateo F.) .33
Guerre en Ukraine (Manuel F.) .37

La lutte des classes a toujours traversé les États-Unis. Les contrastes sociaux, raciaux et de genre (et avant tout l'extrême inégalité socio-économique) ont caractérisé cette nation depuis ses origines. Pourtant, les grandes "masses" sont restées fidèles aux valeurs et aux équilibres de la nation américaine.

Le fossé social qui s'est creusé aujourd'hui est dût non seulement aux processus de crise qui affectent cycliquement l'économie mondiale, mais aussi à un déclin spécifique des États-Unis par rapport à leur rôle hégémonique impérialiste. Le mythe du rêve américain, s'il avait déjà été remis en question dans la jungle du Viet Nam et dans l'incendie des bidonvilles aux États-Unis dans les années 60[1], est aujourd'hui définitivement un souvenir, quand on voit les nouvelles concentrations urbaines de tentes qui modifient la "skyline" des villes.

Nous assistons actuellement à l'invasion de redneks au Capitole hill, à la fuite des États-Unis d'Afghanistan, à la crise immobilière, c'est-à-dire au mythe de l'accession à la propriété, à l'augmentation constante du nombre de personnes qui quittent tout simplement leur emploi après un lock-out. Ce dernier phénomène est devenu une tendance sociale du " no work " sur laquelle se jettent journalistes et sociologues, donnant de multiples explications tout en occultant la plus simple des considérations : le travail est inutile...[2]
Le travail est aujourd'hui de moins en moins rémunéré, et le temps de travail est largement réparti sur toute la journée. Les prolétaires "sans réserve" aux États-Unis travaillent 10 à 15 heures par jour, simultanément dans différents secteurs.
Et enfin, les énièmes exécutions d'Hispaniques et d'Afro-Américains réalisées par la police démocratique de Biden...
Toutes ces images sont celles d'une amérique qui s'effondre. Plus que les Drive-in et les inventions de la Silicon Valley, ce sont les vieilles images en noir et blanc des charrettes qui réapparaissent devant nous, comme Steinbeck les a décrites avec férocité dans son roman Wrath dans les années 1930, ou les visages relâchés et somnolents des boxeurs ratés décrits dans le film Fat City dans les années 70[3].

C'est dans ce contexte qu'a pris vie l'un des mouvements syndicaux les plus importants de ces dernières décennies aux États-Unis : Fight for $15.
Cela fait presque dix ans que les travailleurs de la “restauration rapide” sont descendus dans les rues de New York et ont organisé leur première manifestation à Time Square pour réclamer 15 dollars de l'heure et un syndicat.
Cette action initiale, qui ne comptait que quelques centaines de manifestants, a été l'étincelle qui a mis le feu aux poudres, transformant non seulement le débat sur le salaire minimum, mais contribuant également à lancer l'une des plus grandes vagues syndicales que nous ayons connues aux États-Unis.
Ce mouvement a commencé avec les travailleurs américains de la restauration rapide et englobe maintenant plusieurs catégories (soins de santé, industrie, transports, etc.). Elle est née de cette masse de travailleurs précaires, non qualifiés, qui constituent une grande partie de la main-d'œuvre aujourd'hui. Des travailleurs qui ont décidé de dire stop à un marché du travail qui les oblige à travailler de 10 à 14 heures avec un salaire qui ne permet même pas de subvenir à leurs besoins quotidiens.

Les chiffres de la statistique officielle du coût de la vie :
Selon le ministère américain de la santé et des services sociaux, le seuil de pauvreté aux États-Unis est de 21 330 dollars pour une famille de trois personnes et de 25 750 dollars pour une famille de quatre personnes.
Selon le Bureau of Labor & Statistics, le salaire moyen des travailleurs du secteur alimentaire est actuellement de 21 750 dollars par an, juste au-dessus du seuil de pauvreté pour une famille de trois personnes, soit 10,45 dollars par heure.

Il s'agit d'un chiffre moyen ; il y a des millions de personnes qui gagnent encore moins.
Entre-temps, le salaire minimum fédéral est resté stable à 7,25 dollars depuis 2009. En outre, les augmentations du salaire minimum intervenues entre 1968 et 2009 étaient trop faibles pour compenser l'inflation. Aujourd'hui, 7,25 $ valent 14,8 % de moins qu'en 2009, après ajustement pour l'inflation.
Le mouvement "Fight for $15" enregistre des niveaux de succès sans précédent. Du côté des travailleurs, il s'agit d'une lutte pour faire passer le

1 Bien qu'elle ne touche qu'une partie minoritaire de la population totale des États-Unis.
2 Le développement des machines qui remplacent le travail humain renforce le sentiment que le travail est aujourd'hui une simple "prison", le mythe de l'artisanat, du dur labeur, a évidemment du mal à mourir, mais il devient davantage une iconographie du passé qu'une tendance sociale moderne
3 La Dernière Chance (titre original:Fat City) est un film américain réalisé par John Huston en 1972. Il est inspiré du roman Fat City de Leonard Gardner, publié en 1969.

salaire minimum fédéral à 15 dollars ; du côté des syndicats, il s'agit d'un mouvement qui démontre que les travailleurs précaires ont le pouvoir de construire une organisation et une solidarité dans des secteurs où les anciennes centrales syndicales ne voyaient ni place ni intérêt.

Le mouvement Fight for $15 a débuté sous le nom de Fast Food Forward à New York en 2012, lorsqu'un groupe de 200 travailleurs de la restauration rapide, organisé par New York Communities for Change, s'est mis en grève pour protester contre les bas salaires[1] : "Nous avons commencé à parler aux travailleurs de la restauration rapide et à leur demander s'ils voulaient s'organiser pour obtenir des salaires plus élevés", a déclaré Jonathan Westin, de New York Communities for Change. "Il n'y avait pas un travailleur à qui nous avons parlé qui ne voulait pas signer la campagne. Comme une rivière en crue, le mouvement qui a débuté à New York s'est développé et a trouvé de plus en plus de travailleurs de la restauration rapide solidaires à travers les États-Unis.
Des milliers de travailleurs de nombreux secteurs ont manifesté devant des centaines d'entreprises pour réclamer des salaires plus élevés. Le 15 avril 2015, des travailleurs de divers secteurs ont organisé une manifestation d'une journée qui s'est étendue à plus de 230 villes américaines, pour réclamer un salaire minimum de 15 dollars. Selon le National Employment Law Project, cette journée est devenue la plus grande manifestation de travailleurs à bas salaires de l'histoire des États-Unis.
Le mouvement a été structuré dans le «Fight for $15», mais est également connu sous différents noms dans différentes villes et états des États-Unis. L'objectif pour les travailleur est de porter le salaire minimum à 15 dollars de l'heure, ville par ville et État par État, jusqu'à ce qu'ils obtiennent gain de cause au niveau fédéral.
Dans le cadre de la lutte pour les 15 dollars, certains syndicats apportent un soutien logistique et organisationnel à ces travailleurs précaires[2]. Cette masse de travailleurs précaires qui se sont organisés eux-mêmes ne faisaient pas partie des anciens syndicats, et représentent aujourd'hui une nouvelle vague de syndicalisation aux États-Unis.

Grâce à leurs efforts, le salaire minimum a augmenté dans plusieurs villes et États du pays. "La vague d'actions locales et étatiques suscitée par la lutte pour les 15 dollars a une portée historique", écrit le National Employment Law Project (NELP). Plus de 50 juridictions ont augmenté les niveaux de salaire depuis 2012, note le PNEL.
À ce jour, 29 États, Washington DC et un certain nombre de grandes villes ont fixé un salaire minimum supérieur au niveau fédéral. Certains ont même réussi à atteindre le seuil de 15 dollars.
En Californie, le salaire minimum a été augmenté progressivement depuis 2016, à partir d'un taux de 10 dollars par heure, et atteindra 15 dollars par heure en 2022. Plusieurs villes californiennes ont déjà porté le salaire minimum à 15 dollars ou plus, notamment Berkeley, El Cerrito, Emeryville, Mountain View, San Francisco, San Jose, San Mateo et Sunnyvale . Le Massachusetts a adopté la loi "Grand Bargain" en 2018, portant le salaire minimum de l'État à 15 dollars de l'heure d'ici 2023, après des augmentations annuelles à partir du minimum de 11 dollars de l'heure atteint en 2017.

L'État de New York portera le salaire minimum dans la région du Downstate à 15 dollars de l'heure, tandis que dans le Upstate New York, le salaire minimum sera fixé par le commissaire au travail à un minimum de 12,50 dollars de l'heure. Dans le New Jersey, le salaire minimum atteindra 15 dollars de l'heure en 2024. En mars 2019, le Maryland et l'Illinois ont explicitement adopté des lois ou des statuts sur le processus d'"augmentations progressives sur plusieurs années" portant le salaire minimum de l'État à au moins 15 dollars de l'heure. En mai 2019, le Connecticut a adopté une loi sur les 15 dollars de l'heure. Le 3 novembre 2020, 61 % des électeurs de Floride ont approuvé l'amendement 2, qui porte le salaire minimum à 10 dollars de l'heure, puis l'augmente chaque année de 1 dollar de l'heure jusqu'à ce que le salaire minimum atteigne 15 dollars de l'heure en 2026, avant de revenir à un ajustement annuel en fonction de l'inflation.
Dans l'État de Washington, deux villes ont été choisies comme bancs d'essai pour le salaire minimum de 15 dollars. Seattle a été parmi les premières villes américaines à adopter un plan à 15 dollars de l'heure en 2014.
Lorsque le Conseil des salaires de l'État de New York a annoncé que le salaire minimum dans la ville de New York serait porté à 15 dollars de

1 Le 29 novembre 2012, plus de 200 travailleurs de la restauration rapide de McDonald's , Burger King , Wendy's , Domino's , Papa John's , Kentucky Fried Chicken et Pizza Hut

2 Un exemple est le Service Employees International Union (SEIU), l'une des principales forces syndicales issues de l'AFL-CIO (la principale organisation syndicale aux États-Unis). Le SEIU a commencé comme un syndicat (soins de santé) et s'est ensuite développé dans d'autres secteurs, plaçant les secteurs précaires au centre de la syndicalisation. Mary Kay Henry, l'actuelle présidente du SEIU, affirme que le syndicat soutient et développe le mouvement en faveur des 15 dollars de l'heure : "Les personnes qui travaillent pour les entreprises les plus riches d'Amérique devraient pouvoir s'offrir au moins les produits de première nécessité pour faire vivre leur famille".

l'heure d'ici le 31 décembre 2018, Patrick McGeehan a déclaré dans le New York Times que c'était un résultat direct des manifestations "Fight for $15" et que "le mouvement de protestation syndicale lancé par les travailleurs de la restauration rapide à New York il y a près de trois ans a conduit à une augmentation des salaires pour les travailleurs dans tout le pays."

Un salaire minimum de 15 dollars par heure chez Amazon est entré en vigueur en novembre 2018.
On estime qu'en raison des lois sur le salaire minimum adoptées par les États et les collectivités locales depuis le début de la lutte pour les 15 dollars et des augmentations de salaire volontaires accordées par les employeurs des secteurs public et privé sous la pression du mouvement, plus de 22 millions de travailleurs ont bénéficié ou bénéficieront d'une augmentation de salaire.
Bien qu'il s'agisse de victoires importantes pour les travailleurs, l'objectif est d'augmenter les salaires au niveau fédéral. L'administration Biden, et plus largement le parti démocrate et ses composantes (réformistes et néo-keynésiennes) soutiennent ce mouvement, cependant nous voyons la " vieille " logique réformiste, qui cherche à se présenter comme la synthèse politique d'un mouvement qui remet en cause les rapports de force entre les classes, agir inévitablement comme un frein à la richesse sociale et organisationnelle du mouvement de classe en lutte. De plus, cette hypothèse ne remet pas en cause les relations de pouvoir au sein des classes[1] .

Cependant, aujourd'hui encore, le parti démocrate n'a pas mis en place de solutions législatives adéquates au niveau fédéral pour soutenir directement ce mouvement.

Le mouvement est dirigé et formé par des travailleurs syndiqués à travers le mouvement lui-même. Il est soutenu et financé par des groupes et des syndicats qui espèrent montrer aux travailleurs le pouvoir de la syndicalisation, et plus généralement de l'organisation et de la solidarité de classe.

Le secteur de la restauration rapide, par exemple, est l'un des moins syndiqués des États-Unis. Seuls 1,3 % de ses travailleurs sont syndiqués. Il y a plusieurs raisons pour lesquelles il a été si difficile de syndiquer cette industrie. Le chantage social de ce secteur de travail et le manque d'intérêt politique pour les secteurs prolétaires de la part des lobbies politico-syndicaux aux Etats-Unis peuvent être deux éléments qui expliquent l'absence d'une force syndicale adéquate dans ce secteur.
En outre, la syndicalisation des travailleurs précaires pose des problèmes spécifiques : la plupart d'entre eux considèrent que leur emploi est temporaire et ne sont pas disposés à payer des cotisations syndicales pour un emploi qu'ils prévoient de quitter.
Les entreprises franchisées de restauration rapide, telles que McDonald's, n'ont aucune obligation légale de négocier collectivement. Les sociétés mères ne sont pas responsables des employés des sites franchisés.

Même face à toutes ces difficultés, la lutte pour les 15$ et plus généralement, le nouveau syndicalisme, ont réussi à se développer.
Elle a trouvé un soutien dans des secteurs que l'on pensait réfractaires à la syndicalisation, dans un contexte socioculturel que l'on pensait uniquement homologué aux logiques libérales.... De grands groupes de prolétaires s'organisent, défendent leurs intérêts et développent des formes de solidarité.
Les syndicats majoritaires eux-mêmes n'ont jamais pensé à organiser ces secteurs, car ils étaient considérés comme trop flexibles et antagonistes avec les autres secteurs de travailleurs, l'aristocratie ouvrière ayant peur de devenir des travailleurs pauvres.....

Au sein de ce mouvement, diverses dynamiques se sont ouvertes qui reflètent la composition sociale, raciale et de genre du monde du travail précaire aux Etats-Unis.
L'accent mis sur les questions de la violence policière à l'encontre des minorités ethniques, le rôle des femmes et la défense de leur dignité par le biais de batailles spécifiques sur le lieu de travail, contre la violence sexuelle, sont des

1 La gauche révolutionnaire américaine réapparaît et gagne en force grâce à ce nouveau dynamisme social, mais il lui manque encore une synthèse politique pour structurer un programme révolutionnaire adapté à la dimension métropolitaine et impérialiste des États-Unis, qui aille au-delà des simples revendications communautaires. La structuration communautaire aux USA est un fait, et donc un élément auquel la gauche révolutionnaire aux USA a toujours été confrontée. C'est grâce à cette dimension communautaire que sont nées les formes les plus intéressantes d'organisation autonome de classe aux États-Unis, de l'IWW, qui organisait principalement des travailleurs récemment immigrés au début des années 1900, au Black Power. La naissance même du parti communiste aux États-Unis dans les années 1920 a connu dès le départ une scission, pour ainsi dire, liée aux différentes composantes de l'immigration. La dimension communitaire, espace où l'on pouvait agir politiquement en tant que gauche révolutionnaire, marquait néanmoins inévitablement le trait de minorité sociale par rapport à la population américaine. Il n'aurait pas pu en être autrement, mais il convient aujourd'hui de saisir les nouvelles contradictions aux Etats-Unis et donc les nouvelles possibilités pour une gauche révolutionnaire aux Etats-Unis.

exemples de la manière dont ce mouvement se situe directement sur un terrain qui n'est pas simplement corporatif et corporatiste.
C'est grâce à ce mouvement que nous pouvons aujourd'hui saluer la naissance du premier syndicat aux États-Unis chez Amazon.

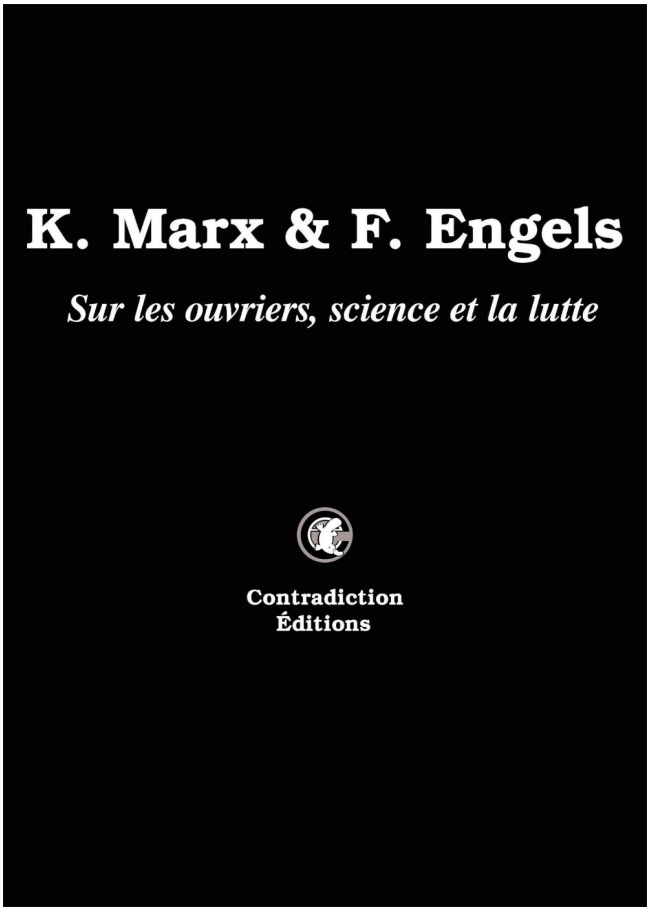
Lorsque les mouvements se développent et se structurent, plusieurs facteurs agissent. Du contexte explosif qui permet une diffusion rapide, une identification facile, une généralisation, mais aussi un réseau de militants qui se place directement au niveau de l'action.
Il n'est donc pas difficile de deviner que différents mouvements qui ont traversé la société américaine ont indirectement influencé ce mouvement, pensez par exemple à *Occupy*.
La lutte des travailleurs de la restauration rapide eux-mêmes, par exemple, n'a pas commencé avec « Fight for $15 », mais a des racines plus profondes[1]. Les luttes et les tentatives d'organisation syndicale des travailleurs de l'industrie, des services et de la distribution liées au franchisage datent déjà de plusieurs décennies. Il n'est pas rare de trouver parmi les représentants des villes dans « Fight for 15 » des syndicalistes précurseurs de la syndicalisation des travailleurs précaires.

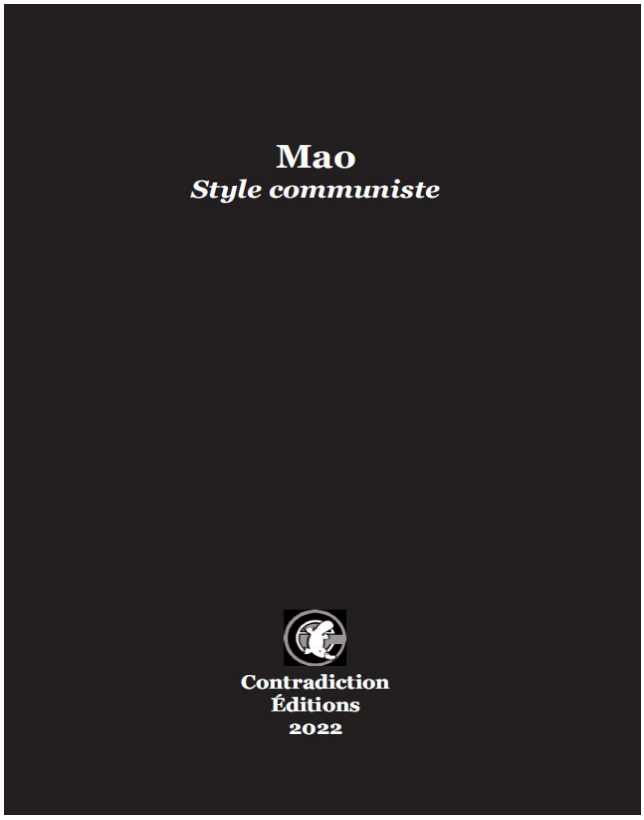
La nouveauté de ce mouvement ne réside pas dans ses formes d'organisation et de solidarité, ni dans sa composition interne (prédominance de femmes, de noirs et hispano-latins), son trait le plus intéressant est qu'il concerne des masses de travailleurs directement dés-intégrées. Et cela permet à ce mouvement d'être vécu comme réalisable et nécessaire par une grande masse de travailleurs et de travailleuses aux États-Unis, qui se sentent et sont placés à l'extérieur d'une société qui, jusqu'à récemment, a placé toute sa force dans la capacité d'intégrer et d'harmoniser" les extrêmes, garantissant évidemment toujours la domination des classes dominantes.
Qu'est-ce que cela nous apprend dans la vieille Europe ? Qu'il peut y avoir un mouvement organisé des travailleurs précaires, qui se donne une plateforme de lutte et de revendications capable de dépasser le simple niveau local et corporatif. La vieille taupe de Marx continue de creuser, offrant à tous ceux qui veulent se débarrasser de l'ancien monde de nouvelles perspectives.

Vera Z.

1 Vanessa Tait, Poor Workers Unions, Haymarket Books

contradiction éditions





Des chiffres et des statistiques à comprendre

Il y a des millions de "working-poor" aux États-Unis. La pandémie de COVID-19 a montré comment les travailleurs à bas salaires fournissent certains des services les plus essentiels aux États-Unis (et dans le monde). Ce sont les travailleurs des soins à domicile, de la production et de la distribution alimentaire, de la restauration, de la logistique, etc.

Selon les données compilées par Oxfam, d'ici 2022, plus de 31,9 % de la main-d'œuvre américaine, soit 51,9 millions de travailleurs, gagneront moins de 15 dollars par heure, et beaucoup resteront bloqués au salaire minimum fédéral, qui représente moins de la moitié du salaire minimum. Le salaire minimum fédéral, qui représente moins de la moitié du taux horaire.
La dernière augmentation du salaire minimum fédéral remonte à 2009, lorsqu'il a été porté à 7,25 dollars de l'heure.
Même en 2009, ce salaire minimum ne suffisait pas à couvrir le coût de la vie le plus élémentaire dans n'importe quel État américain.
Mais en 2022, avec une inflation qui n'a jamais été aussi élevée depuis 40 ans, 7,25 dollars ne couvrent pas grand-chose. Bien que de nombreux États et villes aient augmenté leur salaire minimum au-dessus du minimum fédéral - auquel cas la norme la plus élevée a la priorité -, une loi du Congrès est nécessaire pour augmenter le salaire minimum pour l'ensemble du pays.

En outre, de nombreux travailleurs aux États-Unis gagnent un salaire horaire encore plus bas de 7,25 dollars.

Lorsque la loi sur les normes du travail équitable (FLSA, Fair Labor Standards Act) a été insérée dans le droit fédéral en 1938, créant le salaire minimum et les dispositions relatives aux heures supplémentaires et au travail des enfants, de nombreux travailleurs ont été exclus de ces protections. Parmi les personnes exclues figurent les travailleurs agricoles, les travailleurs des services à domicile et les travailleurs de la restauration. Ce n'est pas un hasard si nous parlons de secteurs où il y avait une forte majorité d'Afro-Américains.
En 1966, le Congrès a modifié le FLSA pour inclure les travailleurs de la restauration, mais ces derniers se voyaient offrir un "salaire au pourboire", en partant du principe que les clients du restaurant combleraient la différence en remerciement de leur dur labeur.
Légalement, si les employés au pourboire ne reçoivent pas suffisamment de pourboires pour atteindre au moins le salaire minimum, les employeurs sont tenus de payer les pourboires.
Toutefois, l'application de cette disposition est difficile et très souvent facilement contournée par les employeurs.

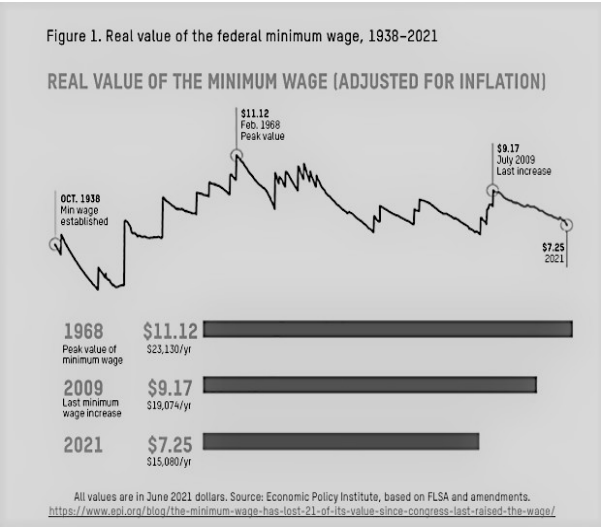
En outre, depuis 1991, le salaire minimum fédéral pour les pourboires aux États-Unis est resté stable à 2,13 dollars l'heure, soit un montant inférieur à 30 % du salaire minimum fédéral.

Outre l'inclusion des travailleurs de la restauration dans le FLSA avec un salaire minimum en 1966, le FLSA a évolué d'autres fois. Il a été étendu à certains types de travaux agricoles et aux travailleurs des écoles publiques, des maisons de repos, des blanchisseries et de la construction. Cela reflète, d'une part, un nouveau cycle de luttes affectant les travailleurs de ces secteurs, et d'autre part, une implication des communautés ethniques se manifestant par des rébellions urbaines. Comme indiqué précédemment, nous parlons de secteurs où la présence de minorités ethniques était majoritaire aux États-Unis. Cependant, ce serait une erreur de ne prendre en compte que la pression sociale exercée par les travailleurs et les communautés ethniques, à laquelle il faut ajouter le cycle économique expansif des États-Unis et sa capacité maximale d'hégémonie impérialiste, un élément qui a débordé sur l'ensemble de la société américaine.

Puis, en 1974, la FLSA a été étendue à de nombreux travailleurs à domicile, et avec l'amendement de 1977, les grands employeurs du secteur agricole ont été obligés de fournir des salaires minimums à leurs travailleurs. En 1989, les petits détaillants ont été obligés de payer un salaire minimum.
Plus récemment, en 2015, le salaire minimum a été étendu aux travailleurs des soins directs, une sous-catégorie de travailleurs à domicile qui en était auparavant exclue, ce qui a porté le salaire minimum aux aides-soignants certifiés, aux aides de santé à domicile, aux travailleurs des soins personnels et aux soignants.
Bien que la lutte contre les exclusions du salaire minimum ait remporté de nombreuses victoires importantes, il existe de multiples secteurs exclus du salaire minimum, dans lesquels les employeurs peuvent toujours légalement payer les travailleurs - connus sous le nom de travailleurs au salaire subminimum - moins de 7,25 dollars de

l'heure. Outre les travailleurs au pourboire et au salaire minimum, d'autres travailleurs ne sont pas couverts par les dispositions salariales de la FSLA, tels que les travailleurs précaires du secteur agricole, les travailleurs journaliers et les travailleurs à la pièce, les enfants de moins de 16 ans, les membres de la famille de l'employeur agricole, etc.
Dans le secteur des soins, nous trouvons des travailleurs à domicile qui fournissent ce que le ministère du Travail appelle des "services d'accompagnement à domicile" et une variété d'autres services.
Le résultat est que des millions de personnes aux États-Unis travaillent, mais vivent dans des conditions d'insécurité professionnelle et sociale absolues.
C'est dans ce contexte qu'a eu lieu la mobilisation aux États-Unis pour exiger une augmentation du salaire horaire minimum de tous les travailleurs à 15 dollars. Plus de 51,9 millions de travailleurs américains gagnent actuellement moins de 15 dollars de l'heure.
Au cours des 50 dernières années, les inégalités de richesse aux États-Unis ont augmenté de façon astronomique. Les 10 % de travailleurs les mieux payés gagnent plus de neuf fois plus que 90 % de la population.

Les personnes au sommet de la hiérarchie américaine gagnent 196 fois le revenu de l'ensemble des 90 %.
La période actuelle de 13 ans pendant laquelle le salaire minimum est resté stable à 7,25 dollars est officiellement la plus longue que le Congrès ait connue depuis la création du FLSA pendant le New Deal du président Roosevelt.
En dollars d'aujourd'hui, le salaire minimum de 1968 équivalait à 11,12 dollars l'heure. L'inflation, le salaire minimum d'aujourd'hui est beaucoup plus bas que celui des années 1960.



Le New Deal du président Roosevelt a institué le salaire minimum en 1938 pour contribuer à élever le niveau des salaires des travailleurs aux États-Unis (La dette a ensuite été payée pendant et après la Seconde Guerre mondiale...des nations européennes et du Japon). Cependant, cette politique n'a pas réussi à suivre le rythme de l'inflation croissante et a exclu de nombreux travailleurs noirs dès le début.

Comme indiqué ci-dessus, la FLSA prévoit également des paramètres pour le travail au salaire minimum qui permettent aux employeurs de verser des salaires même inférieurs au minimum fédéral. Les travailleurs des secteurs de la restauration, des soins personnels et de la logistique sont ainsi pénalisés. Il n'est pas anodin de souligner la forte présence de la main-d'œuvre féminine dans ces secteurs.
Près d'un tiers (31,9 %) de la main-d'œuvre aux États-Unis gagnera moins de 15 dollars de l'heure en 2022. En d'autres termes, plus de 51,9 millions de personnes aux États-Unis gagnent moins de 31 200 dollars par an.
Cinquante pour cent des femmes noires qui travaillent (14,7 millions) gagnent moins de 15 dollars de l'heure. Quatre personnes de couleur sur 10 - 41,8 % (25,7 millions) - dans les entreprises gagnent moins de 15 dollars de l'heure.
Plus de la moitié des parents isolés qui travaillent - 57,5 % (11,2 millions) - gagnent moins de 15 dollars de l'heure. Environ 5,8 millions d'adolescents (16-19 ans) gagnent moins de 15 dollars de l'heure.
46,1 millions d'adultes (20 ans et plus) gagnent moins de 15 dollars de l'heure. Les adultes (20 ans et plus) gagnent moins de 15 dollars de l'heure.
Les données montrent que ce sont les familles qui travaillent, les femmes qui travaillent et surtout les travailleuses noires qui constituent les catégories où les bas salaires sont les plus concentrés.
Il existe d'énormes différences de revenus et de salaires simplement en fonction de l'endroit où vit un travailleur.
Les États dont la couleur est plus foncée ont un pourcentage plus élevé d'ouvriers. Dans les États du sud des États-Unis, comme le Mississippi, 45 % de la main-d'œuvre gagne moins de 15 dollars par an. Ce pourcentage est encore plus élevé à Porto Rico, où 76,5 % des travailleurs de l'île gagnent moins de 15 dollars l'heure.

RACE

Il existe un écart salarial fondé sur la race, c'est-à-dire que les travailleurs noirs sont moins bien

payés que leurs homologues blancs pour le même travail, la même tâche ou le même rôle. Cet écart salarial est le plus important entre les travailleurs blancs et hispaniques/latinos, puisque pour chaque dollar gagné par un travailleur blanc, un travailleur hispanique/latino gagne 73 cents. Cet écart salarial est particulièrement frappant si l'on considère que les travailleurs hispaniques/latinos sont plus nombreux que les travailleurs blancs aux États-Unis. Au niveau national, les travailleurs blancs représentent 63 % de la main-d'œuvre ; sur les 37 % restants, les travailleurs hispaniques/latinos représentent près de la moitié, soit 17 % de la main-d'œuvre.

46,2 % des travailleurs hispaniques/latinos gagnent moins de 15 dollars de l'heure au niveau national, bien que ce pourcentage puisse être plus élevé dans certains États.
En Californie, qui compte la plus grande population hispanique/latino (plus de 54,2 % des travailleurs) et l'un des salaires minimums les plus élevés de l'État, 28,8 % des travailleurs hispaniques/latinos gagnent moins de 15 dollars de l'heure.

Au niveau national, après les travailleurs hispaniques/latinos, les travailleurs noirs constituent la deuxième plus grande main-d'œuvre. Selon le ministère du Travail, 11 % des travailleurs américains sont noirs, avec un écart salarial important entre les travailleurs noirs et leurs homologues blancs. Pour chaque dollar gagné par un Blanc, un travailleur noir gagne 76 cents (pourcentage légèrement supérieur à celui des travailleurs hispaniques).

47 % des travailleurs noirs gagnent moins de 15 dollars de l'heure. Dans le Sud profond, où l'héritage historique du racisme et de l'esclavage est profond, le pourcentage de travailleurs noirs gagnant moins de 15 dollars de l'heure est bien supérieur à la moyenne nationale de 47 %.

Dans le Mississippi, qui compte un pourcentage élevé de résidents noirs, 62,9 % des travailleurs noirs gagnent moins de 15 dollars de l'heure.
En Louisiane, le pourcentage de travailleurs noirs gagnant moins de 15 dollars de l'heure dépasse la moyenne nationale, à 58,1 %.

Selon la Réserve fédérale, la richesse des ménages ou des générations varie considérablement selon la race. En 2020, les familles blanches disposaient de huit fois la richesse d'une famille noire et de dix fois la richesse d'une famille hispanique/latino.

SEXE

Dans tous les États, même ceux dont le pourcentage de la population active gagnant moins de 15 dollars de l'heure est plus faible, le pourcentage est plus élevé pour les femmes.
L'écart de rémunération entre les sexes aux États-Unis est une réalité. En outre, les femmes occupent des emplois peu qualifiés. Par exemple, aux États-Unis, plus de 95 % des personnes travaillant dans les services de garde d'enfants sont des femmes. Il s'agit principalement de femmes de couleur, qui sont nettement sous-payées. En 2021, le salaire annuel moyen d'un travailleur en garderie était de 24 230 $, soit moins de 12 $ l'heure.

Selon le National Women's Law Center, à l'échelle nationale, 6 femmes sur 10 ont un bas salaire. Aux États-Unis, les femmes représentent 47 % de la main-d'œuvre.
Les travailleuses noires et hispaniques font partie des catégories les moins bien payées aux États-Unis.

Dans le Mississippi, où 45,3 % de tous les travailleurs gagnent moins de 15 dollars et 55,2 % des femmes gagnent moins de 15 dollars, le pourcentage de ceux qui gagnent moins de 15 dollars l'heure atteint 69,7 % pour les femmes noires. En d'autres termes, 2 femmes noires sur 3 travaillant dans le Mississippi gagnent moins de 15 dollars par heure.

Bien que la race soit un facteur important à l'origine des écarts salariaux aux États-Unis, ce sont les femmes, et plus encore les femmes de couleur (hispaniques, indiennes et noires), qui souffrent le plus de ces écarts.

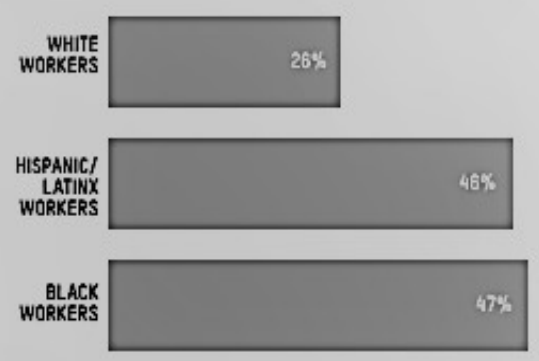
Les femmes en général sont payées 83 cents pour chaque dollar accordé à un homme blanc non hispanique dans le même rôle. Les femmes noires gagnent 64 cents par rapport au dollar gagné par leurs collègues blanches, les femmes indiennes, 60 cents et les femmes hispano-latines empochent 57 cents.

Nadežda K

ALL WORKERS EARNING LESS THAN $15, BY STATE

	STATE	TOTAL WORKFORCE	NUMBER EARNING <$15	SHARE EARNING <$15
	UNITED STATES	162,891,467	51,824,658	31.9%
1	District of Columbia	412,788	35,247	9%
2	Washington	3,952,917	551,034	14%
3	California	19,074,870	3,405,104	18%
4	Massachusetts	3,690,317	714,141	19%
5	Maryland	3,132,555	753,231	24%
6	Connecticut	1,826,045	440,843	24%
7	New York	9,229,831	2,312,420	25%
8	New Jersey	4,446,947	1,126,877	25%
9	New Hampshire	744,509	190,808	26%
10	Minnesota	3,030,443	779,946	26%
11	Colorado	3,208,438	858,926	27%
12	Rhode Island	552,166	149,802	27%
13	Hawaii	647,426	176,462	27%
14	Alaska	352,071	99,982	28%
15	Delaware	490,957	143,479	29%
16	Oregon	2,159,925	634,735	29%
17	North Dakota	401,894	121,714	30%
18	Wisconsin	3,108,417	946,880	30%
19	Vermont	318,149	98,523	31%
20	Pennsylvania	6,240,617	1,946,241	31%
21	Illinois	6,271,493	1,956,300	31%
22	Virginia	4,261,535	1,399,200	33%
23	Wyoming	292,216	96,146	33%
24	Iowa	1,662,672	548,589	33%
25	South Dakota	470,859	157,276	33%
26	Indiana	3,311,320	1,115,144	34%
27	Arizona	3,654,052	1,231,238	34%
28	Utah	1,685,176	572,989	34%
29	Maine	677,134	238,422	35%
30	Missouri	3,058,440	1,081,731	35%
31	Georgia	5,177,893	1,873,796	36%
32	Tennessee	3,317,891	1,207,455	36%
33	Kansas	1,500,738	547,930	37%
34	Ohio	5,698,184	2,080,583	37%
35	Nebraska	1,025,621	378,866	37%
36	North Carolina	5,057,733	1,869,127	37%
37	Nevada	1,546,231	577,255	37%
38	Michigan	4,759,380	1,803,297	38%
39	Idaho	909,467	344,875	38%
40	Oklahoma	1,861,892	710,221	38%
41	Louisiana	2,062,975	802,558	39%
42	Montana	544,729	212,992	39%
43	West Virginia	789,907	313,952	40%
44	Texas	14,299,174	5,692,294	40%
45	Alabama	2,227,172	895,551	40%
46	Arkansas	1,353,108	558,648	41%
47	Kentucky	2,002,624	830,832	41%
48	Florida	10,660,197	4,464,287	42%
49	South Carolina	2,405,807	1,029,032	43%
50	New Mexico	952,327	423,336	44%
51	Mississippi	1,262,868	571,567	45%
52	Puerto Rico	1,100,370	841,775	76%

SHARE OF RACIAL/ETHNIC GROUP EARNING UNDER $15 AN HOUR



SHARES OF ALL WORKERS EARNING UNDER $15, BY STATE

WOMEN WORKERS EARNING LESS THAN $15 AN HOUR

	STATE	TOTAL WORKFORCE	NUMBER EARNING <$15	SHARE EARNING <$15
	UNITED STATES	**77,215,147**	**30,802,707**	**39.9%**
1	District of Columbia	213,842	24,849	12%
2	Washington	1,818,811	359,329	20%
3	California	8,767,420	2,116,373	24%
4	Massachusetts	1,815,858	448,915	25%
5	Maryland	1,539,488	456,647	30%
6	Connecticut	886,779	266,814	30%
7	New York	4,482,582	1,395,429	31%
8	New Jersey	2,113,119	673,525	32%
9	Minnesota	1,453,586	475,069	33%
10	New Hampshire	355,720	116,270	33%
11	Colorado	1,481,261	506,173	34%
12	Rhode Island	268,433	92,166	34%
13	Hawaii	302,236	104,196	34%
14	Alaska	156,621	54,901	35%
15	Oregon	1,028,555	374,029	36%
16	Delaware	240,710	88,110	37%
17	Vermont	156,844	58,243	37%
18	North Dakota	183,410	70,648	39%
19	Wisconsin	1,495,723	586,648	39%
20	Illinois	2,998,255	1,184,754	40%
21	Pennsylvania	3,005,464	1,192,346	40%
22	Virginia	2,034,222	831,850	41%
23	Arizona	1,707,801	707,241	41%
24	Iowa	792,623	334,677	42%
25	South Dakota	221,120	94,180	43%
26	Maine	332,752	144,153	43%
27	Indiana	1,574,815	695,677	44%
28	Missouri	1,476,186	658,937	45%
29	Georgia	2,499,515	1,115,819	45%
30	Wyoming	131,663	59,424	45%
31	North Carolina	2,429,326	1,097,003	45%
32	Utah	751,229	339,668	45%
33	Tennessee	1,590,883	720,059	45%
34	Ohio	2,746,672	1,266,749	46%
35	Nebraska	484,109	223,587	46%
36	Kansas	701,621	324,325	46%
37	Nevada	715,135	331,573	46%
38	Michigan	2,279,291	1,084,126	48%
39	Idaho	416,995	199,757	48%
40	Montana	256,661	124,248	48%
41	Oklahoma	866,924	421,513	49%
42	Texas	6,530,119	3,214,914	49%
43	Louisiana	1,000,927	495,566	50%
44	Florida	5,105,766	2,532,337	50%
45	Alabama	1,068,339	535,919	50%
46	Arkansas	646,486	327,102	51%
47	Kentucky	956,166	487,971	51%
48	West Virginia	371,611	189,834	51%
49	South Carolina	1,168,056	606,293	52%
50	New Mexico	449,763	241,193	54%
51	Mississippi	618,185	341,253	55%
52	Puerto Rico	525,466	410,325	78%

SHARES OF WOMEN EARNING UNDER $15

SHARES OF MEN EARNING UNDER $15

The darker the color, the higher the percentage of low-wage workers in the state. Percentages for all workers range from 8.5 percent (DC) to 77 percent (Puerto Rico). Percentages for men range from 5 percent (DC) to 75 percent (Puerto Rico). Percentages for women range from 12 percent (DC) to 78 percent (Puerto Rico).

SHARE OF GENDER EARNING UNDER $15 AN HOUR

Portraits d'ouvriers

buzzfeednews.com
2022

Après avoir travaillé dans la restauration rapide pendant 16 ans, elle s'est mise en grève pour la première fois.
Son employeur, propriétaire d'une franchise de restauration rapide, vit le rêve américain, étant passé de cuisinier de frites à magnat des affaires. Mais son succès s'est-il fait au détriment de ses ouvriers ?

SACRAMENTO
Crystal Orozco, 37 ans, se souvient de garçons plus âgés de son lycée se faisant tatouer l'aigle aztèque symbolisant les grèves des ouvriers agricoles de Cesar Chavez. Sa mère travaillait dans une épicerie syndiquée, Lucky's, et s'est jointe à une greve en 1989 qui lui a permis d'obtenir son assurance maladie, ses vacances et des augmentations de salaire régulières, même en cas de fusion d'entreprises et de ralentissement économique. Dans certains des premiers souvenirs d'Orozco, elle se souvient d'être restée sur la ligne de piquetage avec sa mère.
« J'ai vu comment cela l'a aidée à prendre soin de nous », a déclaré Orozco.
Pourtant, au cours de ses 16 années de travail dans les fast-foods, pas une seule fois Orozco n'a envisagé de se mettre en grève. Ce n'est que le 29 juin 2021, alors qu'elle se rendait à l'équipe de nuit dans un Jack in the Box dans le comté de Sacramento, que la pensée lui a traversé l'esprit: au cours de son trajet de l'après-midi le long de Madison Avenue, elle est passée devant un autre Jack in the Box et a vu des travailleurs rassambles a l'exterieur avec des drapeaux jaunes et rouges et des panneaux demandant à leurs patrons de réparer le climatiseur.
« Oh mon dieu, » se souvient-elle en pensant, « notre magasin a tellement besoin de ça. »
Elle en a parlé à ses collègues. Une semaine plus tard, un représentant du mouvement Fight for 15, qui avait organisé des grèves dans les fast-foods à travers le pays, s'est présenté au Jack in the Box d'Orozco. En octobre de la même année, Orozco et deux collègues ont organisé une grève d'une journée, appelant leurs gestionnaires à les indemniser pour les pauses qu'ils ont dit avoir travaillées sans salaire.
En janvier, Orozco et trois autres personnes se sont mis en grève pendant cinq jours après qu'une épidémie de COVID ait infecté au moins six employés, selon une plainte déposée auprès de l'Administration de la sécurité et de la santé au travail. Orozco, son mari et ses trois enfants ont tous été testés positifs, a-t-elle déclaré.
L'une des travailleuses en grève, Maria Bernal, a déclaré que le directeur du magasin avait fait pression sur elle pour qu'elle continue à travailler malgré ses symptômes, et Orozco a déclaré que la même personne avait commencé à lui assigner moins d'heures après avoir appelé malade après avoir été testée positive à la COVID.
Le mouvement a pris le propriétaire du magasin, Anil Yadav, au dépourvu. Père de trois enfants âgés de 57 ans, Yadav avait émigré de l'Inde en 1981 et travaillait comme cuisinier Jack in the Box dans la région de la baie de San Francisco avant de devenir l'un des plus grands propriétaires de franchises du pays. Ses avoirs s'étendent sur 15 États et comprennent 75 Denny's, 75 TGI Fridays, 144 Taco Cabanas et 221 Jack in the Boxes, y compris celui qu'Orozco avait conduit en juillet.
Yadav a refusé de répondre aux plaintes spécifiques des travailleurs. « Ce ne sont pas des questions dont nous discutons dans les médias, en particulier des questions de personnel », a-t-il déclaré. « Nous apprécions nos employés et prenons toutes les plaintes au sérieux. »
Il a déclaré que ses magasins n'avaient enfreint aucune loi et a exprimé sa frustration face à la décision des travailleurs de faire grève.
« Si quelque chose n'est pas bien fait ou violé, informez simplement les dirigeants parce que nous nous en occuperons », a-t-il déclaré. « Je ne veux pas qu'aucun de mes employés soit traité injustement parce que je sais ce que c'est que d'être un employé. »
Au cours de ses trois décennies à la tête de restaurants, il n'avait jamais pensé à s'inquiéter de l'action collective des travailleurs parce qu'il n'en avait jamais été témoin. Aujourd'hui, lui et Orozco sont au centre d'une dynamique changeante dans une industrie construite sur des marges minces et dépendant depuis longtemps d'un bassin abondant de travailleurs prêts à travailler pour un salaire minimal.
Orozco et ses collègues ont fait partie des dizaines de travailleurs de la restauration rapide qui se sont mis en grève pour la première fois au cours des deux dernières années, stimulés par la frustration de gagner des salaires trop bas pour couvrir les besoins de base, même si la pandémie a ajouté de nouveaux risques à leurs emplois et que le pays a jugé leurs services essentiels.
Les travailleurs d'un Burger King de Santa Monica se sont mis en grève après le décès d'un collègue de la COVID. Les employés de fast-food des magasins du sud de la Floride se sont mis en grève pour demander des congés de maladie payés et une prime de risque.
À Raleigh, en Caroline du Nord, Rita Blalock s'est mise en grève pour obtenir des salaires plus élevés au McDonald's où elle travaillait depuis 11 ans.
Les travailleurs d'un KFC de San Diego se sont mis en grève en février pour exiger des arriérés de salaire pour le temps de pause perdu.
En janvier, les travailleurs de la restauration rapide ont organisé un rassemblement devant le Capitole à Sacramento pour soutenir AB 257, un projet de loi qui créerait un comité chargé de superviser les conditions de travail des travailleurs de la restauration rapide.

Deux ans après le début de la pandémie, les augmentations des primes de risque des entreprises ont pris fin et les programmes d'aide gouvernementaux, tels que les paiements de relance et les moratoires sur les expulsions, ont expiré, laissant les travailleurs avec de bas salaires dans un sentiment croissant de précarité économique alors que l'inflation étire les budgets encore plus minces. Les travailleurs horaires de la restauration rapide qui se mettent en grève ont peu de protection contre les représailles de leurs employeurs, qui ont le pouvoir de réduire leurs heures ou de les licencier sans motif. Mais comme de plus en plus de gens ont choisi de prendre du recul par rapport au marché du travail, les propriétaires d'entreprise ont un bassin plus petit dans lequel puiser, les quarts de travail ont été plus difficiles à remplir et les panneaux « d'embauche » remplissent les vitrines des magasins – y compris au moins deux autres restaurants sur une artère principale de la maison d'Orozco à Sacramento.

Le Bureau of Labor Statistics a rapporté que plus de personnes avaient quitté leur emploi en novembre 2021 que n'importe quel mois depuis qu'il avait commencé à suivre en 2000 – et chaque mois depuis, au moins 6% des travailleurs des « services d'hébergement et de restauration » ont quitté leur emploi, plus que tout autre secteur.

Pendant l'épidémie d'Omicron en janvier et la grève chez Jack in the Box d'Orozco, les gestionnaires ont dû travailler le quart de travail au cimetière parce qu'aucun travailleur n'était disponible, ont déclaré trois employés. Ces derniers mois, Yadav a raccourci les heures d'ouverture du magasin.

Les grèves ont placé les propriétaires de franchises de restauration rapide dans une position inconnue, faisant face à la résistance des travailleurs sans la liberté de faire du vélo dans un lot de remplacements, préparant le terrain pour une bataille sur les conditions de travail sans fin en vue.

« Ce ne sont pas les emplois du passé où vous pourriez être un lycéen ou un étudiant mettant quelques dollars supplémentaires dans votre poche; ce sont des gens qui travaillent pour garder un toit au-dessus de leurs têtes », a déclaré le représentant de l'État de Californie, Chris Holden, un ancien propriétaire de franchise de restauration rapide qui a écrit AB 257.

« Ils se rendent compte qu'ils méritent plus, et même s'ils craignent des représailles, ils se battent pour leurs droits. Cela vous montre à quel point c'est mauvais pour certains travailleurs. »

Aucun des grévistes du magasin d'Orozco n'a été licencié. Deux travailleurs ont refusé de se joindre à la grève après qu'un gestionnaire les a avertis que leur participation pourrait attirer l'attention de l'Immigration and Customs Enforcement, selon la plainte déposée par Orozco et ses collègues.

Alors que les grèves des travailleurs de la restauration rapide marquent un nouveau chapitre dans les mouvements syndicaux du pays, leurs impacts ont jusqu'à présent été mitigés. Après la grève au McDonald's de Raleigh, Blalock a déclaré qu'elle avait gagné une augmentation de 2 $.

Après la grève de juillet au Madison Avenue Jack in the Box à Sacramento, la direction a réparé le climatiseur. Mais chez Orozco, rien n'a changé.

Yadav a déclaré qu'il avait accordé des augmentations à ses employés ces dernières années, mais que la pandémie avait resserré ses marges, les fermetures réduisant les revenus et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement augmentant les dépenses.

« Il n'y a pas de montant d'argent pour payer des salaires plus élevés et des coûts alimentaires plus élevés pour être vraiment rentable », a-t-il déclaré. « Tout ce que vous faites, c'est répercuter les coûts sur le client. »

Anil Yadav est vu lors d'un événement caritatif grands frères grandes sœurs lors du 24e tournoi de golf caritatif annuel Jack in the Box® à Indian Wells, en Californie, le 10 juin 2014.

Yadav a grandi dans une ville industrielle du Gujarat, dans l'ouest de l'Inde, où son père dirigeait une entreprise de construction qui rencontrait des difficultés financières, laissant leur famille confrontée à « des défis après des défis pour joindre les deux bouts », a-t-il déclaré.

Le père et le frère aîné de Yadav ont été les premiers à atterrir aux États-Unis. Yadav les a rejoints à Redwood City, en Californie, en 1981, à l'âge de 17 ans. Sur le trajet de l'aéroport, sur la route 101 le long de la baie, Yadav était « hypnotisé par la vitesse et le nombre de voitures sur la route et toutes les lumières que vous voyez sur l'autoroute, les grands panneaux d'affichage », a-t-il déclaré.

« Je suis ici quelque part au paradis. »

Ils partageaient un appartement d'une chambre alors que Yadav terminait sa dernière année de lycée, « apprenant à parler anglais », a-t-il déclaré. Il a trouvé un emploi de cuisinier de frites dans un Jack in the Box voisin, qui a fini par lui offrir une formation pratique sur la façon « d'interagir avec les gens et de comprendre un peu plus la culture », a-t-il déclaré.

Jusque-là, chaque Jack in the Box depuis le premier qui a ouvert ses portes à San Diego en 1951 appartenait à une seule entreprise. Mais les concurrents étaient déjà passés à une stratégie différente.

McDonald's, fondée en 1955, avait maîtrisé la production rapide de hamburgers à grande échelle, puis s'est hissée à la domination sur un modèle qui permettait à quiconque d'acheter des droits de franchise et d'ouvrir son propre restaurant, forgeant la relation symbiotique qui en est venue à dominer l'industrie de la restauration rapide. Les entrepreneurs bénéficient d'une clientèle intégrée attirée par un menu reconnaissable promu par des campagnes de marketing nationales, tandis que les dirigeants d'entreprise gagnent des redevances sans s'occuper des détails quotidiens. Burger King a

commencé à franchiser en 1959, Taco Bell en 1964 et Wendy's en 1972. En 1979, l'année où McDonald's a introduit le Happy Meal, le département américain du Commerce comptait plus de 60 000 établissements de restauration rapide liés à 315 chaînes d'entreprises, générant chaque année environ 20 milliards de dollars de ventes et représentant 20% de l'argent dépensé par les Américains dans les restaurants.

Jack in the Box, qui s'est étendu à l'échelle nationale dans les années 1960, remodelait son identité pendant les années où Yadav était un cuisinier de frites, élargissant ses menus au-delà des hamburgers et déplaçant ses publicités pour cibler une foule plus âgée qui ne s'intéressait pas aux jouets et aux fosses à balles. Les magasins sont restés ouverts 24 heures sur 24 et ont servi le petit déjeuner toute la journée. La chaîne de restaurants a commencé à offrir des contrats de franchise en 1982. Yadav et ses collègues ont reçu une note les informant du processus et « recherchant des acheteurs potentiels », se souvient-il. « Je me suis dit que si je le faisais pour l'entreprise, je pourrais le faire pour moi-même. »

Il a travaillé à temps partiel, obtenant finalement une promotion au poste de directeur adjoint tout en allant à l'université. À cette époque, en 1989, il a emprunté de l'argent à sa famille, a contracté un prêt à six chiffres à la banque et a acheté un Jack in the Box dans le sud de San Francisco. Réalisant rapidement que la gestion du magasin nécessitait des semaines de 70 heures alors qu'il atteignait à peine le seuil de rentabilité, il a abandonné l'école, a-t-il déclaré. En deux ans, il a acheté une autre franchise. Les heures sont restées les mêmes, mais les bénéfices combinés étaient suffisants pour payer ses factures. Près d'une décennie s'est écoulée avant qu'il n'achète sa troisième franchise, mais son rythme a augmenté par la suite, à mesure qu'il se développait à travers les États et les marques de restaurants.

Au cours des trois décennies qui se sont écoulées depuis que Yadav a acheté son premier restaurant, le nombre de Jack in the Boxes à l'échelle nationale a plus que doublé, la plupart gérés par des franchisés comme lui. Au total, les entreprises de restauration rapide possèdent moins de la moitié des magasins portant leur nom. Pour Jack in the Box Inc., qui n'exploite que 165 des 2 200 sites de la marque à l'échelle nationale, ce taux est supérieur à 90%. Yadav lui-même possède plus de restaurants que son partenaire d'entreprise.

Pour les droits d'utilisation du nom et du menu de Jack in the Box, un franchisé paie des frais initiaux allant jusqu'à 50 000 $ ainsi que des redevances à l'entreprise s'élevant à 5% des ventes totales chaque mois. Ces coûts ne représentent qu'une petite partie de l'investissement, comme le montre l'entente de franchisage : en ajoutant les « améliorations du bâtiment », les « dépenses d'inventaire », l'« équipement » et d'autres postes, un franchisé qui ouvre un nouveau magasin aujourd'hui peut s'attendre à dépenser entre 1,6 et 2,6 millions de dollars pour être opérationnel.

Les calculs ne s'additionnent pas toujours pour les propriétaires d'entreprise. Après que Holden ait acheté une franchise Subway à Los Angeles en 1992, il a rapidement découvert que ses marges bénéficiaires n'étaient pas suffisantes pour vivre. Il a vendu le magasin en deux ans.

« Si vous voulez vraiment avoir cela comme principal revenu, vous devez posséder plusieurs emplacements », a-t-il déclaré.

« C'était le travail le plus difficile que j'aie jamais eu. »

La plupart des franchisés possèdent plus d'une unité, selon les données compilées par FranData, une société de conseil en franchise – près d'un quart possèdent au moins 10 emplacements. Yadav fait partie des 5% qui en possèdent au moins 100.

Un volume plus élevé disperse la plupart des dépenses critiques – les ingrédients alimentaires peuvent être achetés grâce à des remises en vrac, des produits de nettoyage partagés entre des emplacements frères – mais pas la paie. Bien que le contrat de franchise exige que les magasins s'en tiennent aux menus de la marque, aux fournisseurs approuvés, au processus de formation et à la conception des bâtiments, les franchisés sont libres de fixer les taux de salaire et les autres conditions de travail comme ils l'entendent.

Leticia Reyes se présente du Jack in the Box à Sacramento le 24 mars 2022.

Leticia Reyes, une mère de quatre enfants âgée de 55 ans, a déclaré que lorsqu'elle a commencé à travailler dans un Jack in the Box en 2002, il appartenait à une entreprise et que ses avantages comprenaient des vacances et des congés de maladie payés. Mais lorsqu'un franchisé a acheté le magasin trois ans plus tard, elle a dit : « Ils ont tout emporté. »

L'emplacement a changé de mains deux fois de plus avant que Reyes ne soit transférée dans un autre magasin appartenant à un franchisé, Yadav's sur Madison Avenue, où elle a rejoint les grèves de l'été 2021. Au cours de ses 15 années de travail chez Jack in the Box, son taux de rémunération horaire est passé de 11 $ à 15 $, suivant à peine le rythme de l'inflation.

Bien que le salaire minimum de la Californie soit deux fois supérieur à la norme fédérale, les coûts du logement épuisent les budgets, car le coût de la vie a dépassé les taux de rémunération au cours des dernières décennies. Reyes a déclaré que sa famille payait 1 750 $ pour leur appartement de deux chambres et que, pour joindre les deux bouts, elle lavait des voitures chez un concessionnaire trois jours par semaine.

Orozco a postulé pour le poste de Jack in the Box pour les horaires flexibles: travailler la nuit lui permettait d'emmener ses enfants à l'école et d'en revenir pendant que son mari travaillait des jours pour une entreprise de construction de clôtures.

Elle a travaillé au cimetière aux côtés de Maria Bernal, une mère de deux enfants de 43 ans dont le fils adolescent travaillait également au magasin. Un an après le début de la pandémie, ils ont constaté que les lignes de service au volant de leur quart de travail ressemblaient à des foules aux heures de pointe, un flux constant de clients qui affluaient jusqu'à l'heure de fermeture. Leur Jack in the Box était le seul restaurant de leur intersection normalement animée ouverte après 22 heures. Ils s'occupaient de clients ivres frappant sur le verre, d'infirmières et de travailleurs des services à mi-chemin des trajets et de familles entières qui avaient envie d'une excursion à l'extérieur de leur maison.
« Avant la COVID, nous étions stables, et maintenant nous sommes exagérément occupés », a déclaré Orozco. Les chiffres de vente à la fin de la plupart des nuits ont dépassé 4 000 $, a-t-elle déclaré, soit près du double de ce qu'elle avait vu avant la pandémie.
Certains de leurs collègues démissionnent, ne voulant pas risquer l'infection pour des chèques de paie proches du salaire minimum.
Le personnel est devenu un problème dans de nombreux restaurants de Yadav, a-t-il déclaré, y compris dans des endroits où il « ne peut même pas garder les portes ouvertes en raison de la pénurie de personnes ».
Bernal et Orozco ont déclaré qu'elles étaient heureuses d'avoir encore un travail stable, bien que le ruissellement de démissions signifiait qu'ils étaient souvent court-circuités.
Le flux constant de voitures les empêchait de prendre leurs pauses certaines nuits, et ils restaient parfois au-delà de leur heure de fin de journée pour finir de nettoyer le magasin, ont-ils déclaré. Les vagues pandémiques ont bondi et reculé, les paiements de relance se sont taris, les moratoires sur les expulsions ont expiré, les politiques de prime de risque ont pris fin et le vaccin a apporté une nouvelle version de la normalité, ce qui pour Bernal et Orozco signifiait une précarité continue, vivant de chèque de paie en chèque de paie avec peu de marge pour les dépenses imprévues.
Bernal travaille dans un deuxième travail de nettoyage de maisons, comptant environ autant d'heures par semaine sur son travail de jour, environ 30, que chez Jack in the Box, une combinaison qui lui permet de « presque atteindre le seuil de rentabilité », a-t-elle déclaré. Mais lorsqu'elle et son fils de 17 ans ont attrapé la COVID en mars 2021, elle a manqué huit jours de travail, tous non rémunérés, ce qui lui a coûté environ 500 $ pour le mois. Lorsqu'elle est retournée au travail, elle s'est inscrite à des quarts de travail doubles pour essayer de compenser ce qu'elle avait perdu.
Pendant ce temps, son employeur prenait de l'expansion. En juillet 2021, Yadav a acheté les 144 Taco Cabanas pour 85 millions de dollars.
Selon lui, plus de magasins signifiaient plus de sources de revenus pour couvrir les emplacements dans le rouge. Lorsque la pandémie a frappé, ses restaurants sans service au volant ont fermé pendant des mois et des épidémies parmi les travailleurs de la restauration rapide ont fermé des magasins pendant des jours sans avertissement. Alors que certains de ses établissements de restauration rapide se portent bien, les franchises rentables ne gagnent pas assez pour compenser les déficits d'autres restaurants, a-t-il déclaré, et ses avoirs collectifs « perdent de l'argent en ce moment ».
« Les coûts de la nourriture, les assurances, les taxes - tout, est travers le toit », a-t-il déclaré.
« C'est une entreprise à profit d'un sou, il n'y a pas de place pour l'erreur, nous n'avons pas une marge élevée, donc chaque centime qui entre est comptabilisé, et nous devons faire ce qu'il faut pour développer l'entreprise. »
Il a reconnu que c'était une entreprise qui ne fournissait pas toujours un salaire décent aux travailleurs.
« Même si vous gagnez 30 $ l'heure, vous ne pouvez pas vous permettre une maison », a-t-il déclaré. « Pour moi, ce travail n'a jamais été conçu pour en faire une carrière. »
Bien qu'Orozco appréciait le but de son travail et était fière de suivre les traces de sa mère - « Nous mettons tous les deux de la nourriture sur la table pour les gens », a-t-elle déclaré - elle a utilisé sa propre expérience comme un récit de mise en garde pour ses trois enfants.
« Je leur dis : 'Réussissez bien à l'école pour ne pas finir comme moi' », a-t-elle dit. « C'est un peu embarrassant d'être dans la restauration rapide. »
Adolescente à Castroville, en Californie, dit-elle, elle sautait souvent l'école. Ses grands-parents étaient arrivés du Mexique à la fin des années 1960 alors que les emplois agricoles proliféraient dans la vallée de Salinas, y compris à Castroville, la capitale de l'artichaut du pays. Orozco a rappelé que les enseignants des écoles primaires ont mentionné Cesar Chavez et les grèves des travailleurs agricoles qui ont atteint la ville en 1975.
Le secteur agricole fournit toujours un cinquième des emplois de la ville, mais les taux de salaire ne suivaient pas le rythme du coût de la vie, et au moment où Orozco était assez vieille pour s'en souvenir, Castroville faisait partie de la vaste bande de villes agricoles californiennes glissant vers un péril économique. En 2019, le taux de pauvreté des ménages classés comme hispaniques était supérieur à 40%, soit plus du double du taux des ménages blancs, et le revenu médian de la ville était inférieur d'environ 5 000 dollars à la moyenne nationale.
Au début des années 2000, quand Orozco avait 16 ans, sa sœur de 17 ans, qui était enceinte, a été envoyée en détention pour mineurs pour s'être battue, a-t-elle déclaré. Après la naissance du bébé, Orozco s'est occupée de lui pendant que sa mère était au travail. Elle est retournée au lycée un an plus tard, mais était

tellement en retard sur le reste de ses camarades de classe qu'elle a décidé d'abandonner.
Au cours des années suivantes, elle a travaillé dans un Taco Bell, un Jack in the Box à Rocklin, puis un à Merced, puis celui de Sacramento, où vit la famille de son mari.
Avec son revenu combiné aux revenus de construction de son mari, ils pouvaient se permettre de louer une maison de deux chambres pour 1 400 $ dans le nord de Sacramento. Les enfants partagent une chambre. La mère de son mari, qui travaille dans un McDonald's, reste dans l'autre chambre. Orozco et son mari dorment sur un lit gigogne dans le salon.
Pendant la pandémie, Orozco a commencé à suivre des cours de GED, étudiant aux côtés de ses enfants apprenant à distance. Elle se rendait au travail vers 15 heures pour le trajet de 30 minutes le long des artères à six voies, passant devant au moins trois autres emplacements Jack in the Box jusqu'à ce qu'elle atteigne son magasin dans une banlieue du comté de Sacramento.
Après avoir vu la grève sur Madison Avenue, Orozco et ses collègues ont discuté des possibilités. Les revendications au centre de la grève ont trouvé un écho auprès des femmes – bien que leur climatiseur n'ait pas été cassé, le seul dans leur magasin était dans le hall et n'a pas fait grand-chose pour refroidir la chaleur de plus de 100 degrés dans la cuisine, ont déclaré Orozco et Bernal. Aucune d'entre elles ne connaissait les travailleurs en grève, ni personne du groupe de défense qui les organisait, Fight For 15.
Orozco se souvient avoir pensé : « J'espère qu'ils viendront dans notre magasin. »
La semaine suivante, deux des organisateurs du groupe se sont présentés au magasin d'Orozco et ont parlé à un travailleur de jour, qui a transmis leur message à d'autres travailleurs. Ils ont planifié une grève pour novembre, appelant à des arriérés de salaire pour les pauses qu'ils avaient travaillées en dehors de l'horloge. Dans la plainte qu'ils ont déposée plus tard, Orozco, Bernal et deux autres travailleurs ont déclaré qu'un directeur avait « menacé d'appeler l'immigration » après avoir entendu des discussions sur une éventuelle grève.
Trois travailleurs de nuit se sont mis en grève le lendemain. Deux travailleurs de jour qui avaient soutenu la grève ont décidé de se retirer et de continuer à travailler, ont déclaré Orozco et Bernal. Mais parmi les manifestants se trouvaient deux travailleurs de jour en dehors des heures de travail qui avaient déjà exprimé des réserves sur leur participation.
Ils sont tous retournés au travail le lendemain.
Deux mois plus tard, a déclaré Orozco, elle a été testée positive à la COVID. Au moins six travailleurs de la succursale « ont travaillé avec des symptômes semblables à ceux de la COVID ou des malades de la maison avec la COVID du 30 décembre 2021 au 13 janvier 2022 », selon la plainte, qui a été déposée le 14 janvier.
Un directeur « a dit qu'ils allaient réduire les heures de Travail de Crystal, après qu'elle soit restée à la maison malade de la COVID », indique la plainte, ajoutant que le magasin et les directeurs régionaux « encourageaient les travailleurs à travailler malades » et à « couvrir ou ne pas divulguer leurs symptômes à leurs collègues ».
Dans sa déclaration pour la plainte, Bernal a déclaré qu'elle avait dit à son directeur qu'elle se sentait malade et qu'elle voulait rentrer chez elle le 12, puis lui avait montré « que mes mains tremblaient de frissons et j'ai mis sa main sur mon visage pour sentir à quel point je suis malade et je lui ai dit que j'allais à la pharmacie et le pharmacien m'a dit que j'avais probablement la COVID ».
Elle se souvient que son manager lui avait répondu : « Ne t'inquiète pas, tout le monde l'a, tu peux toujours travailler. Il suffit de porter un masque et de ne le dire à personne. »
Bernal a déclaré qu'elle a continué à travailler le reste du quart de travail, expliquant dans sa déclaration: « J'ai peur parce que c'est juste moi et mon fils, et je ne sais pas comment nous pourrions survivre si je subissais des représailles et perdais des heures ou mon travail. »
Quatre travailleurs sont restés chez eux pendant les cinq jours suivants, ce qu'Orozco et Bernal décrivent à la fois comme une grève et une quarantaine.
En raison de son congé, Orozco a déclaré que son salaire était inférieur à la moitié des 900 $ habituels. Sa belle-mère a utilisé 400 $ d'économies pour aider à couvrir le loyer de ce mois. Lorsqu'ils sont retournés au travail, Orozco et Bernal ont déclaré que le directeur du magasin avait réduit leur quart de nuit d'au moins six heures et demie à parfois aussi peu que quatre.
En réponse aux plaintes déposées par les travailleurs, l'OSHA a constaté des violations dans trois des sites Jack in the Box de Yadav dans le comté de Sacramento, mais pas dans celui où Orozco travaillait. L'agence a cité chacun des magasins pour ne pas avoir « établi, mis en œuvre et maintenu un programme de prévention de la COVID-19 écrit et efficace ». Dans deux des magasins, les travailleurs ont continué à travailler même après un contact étroit avec une personne testée positive, et dans l'un d'eux, la direction n'a pas contacté les employés infectés par des traces. La société de Yadav a été condamnée à une amende totale de 2 985 $.
Interrogé sur la clé de son succès commercial, Yadav a cité son traitement des travailleurs.
« Je viens des tranchées, donc je comprends l'importance de prendre soin de notre peuple », a-t-il déclaré.
Des employés heureux, a-t-il dit, sont essentiels pour offrir une bonne expérience client: ils sont plus susceptibles d'apporter de l'énergie positive aux interactions, de garder le magasin propre et de servir de visage souriant représentant l'institution.
Pour lui, les frappes ont bouleversé cet objectif.

« Ils ont bloqué les drive-thrus, fermé le restaurant et en ont vraiment fait un environnement hostile », a-t-il déclaré. « Cela nuit à l'entreprise parce que personne n'a pu entrer et sortir. Pour moi, c'était tout simplement inapproprié.
Yadav hésitait à parler des grèves parce qu'il ne voulait pas être opposé comme un antagoniste à ses travailleurs, a-t-il déclaré.
« Je sais à quoi cela va ressembler. »
Il gagnait confortablement sa vie dans un pays où le vaste fossé entre les plus riches et les plus pauvres était « difficile à justifier », a-t-il déclaré.
« Je peux comprendre cette notion de sentiments blessés parce que 'Pourquoi pas moi ? Je fais tout ce travail debout ici pendant que mon patron est assis à la maison. »
Il a accepté une interview pour cette histoire parce que, a-t-il dit, il espérait que les gens tiendraient compte de son point de vue. Il était venu dans ce pays à l'adolescence, avait suivi le scénario qui lui avait été présenté et avait fait « tout ce qu'il fallait », a-t-il déclaré. Il avait travaillé de longues heures et contracté des dettes pour atteindre la stabilité qu'il avait maintenant. Il vit ce à quoi il imagine que le rêve américain est censé ressembler.
« Je prends le risque de construire et d'investir des millions, et beaucoup de temps, cet endroit ne le fait pas », a-t-il déclaré.
« Lorsque vous risquez ce genre d'argent, vous vous attendez à un rendement et à des récompenses. »
Orozco n'a pas de vacances payées, alors elle utilise ses trois jours de maladie alloués par an pour rendre visite à sa mère à Marina, sur la côte de Monterey Bay, à trois heures de route de Sacramento. Elle prévoit terminer son programme GED cette année, puis étudier pour devenir optométriste. Il n'y a pas si longtemps,
Orozco se sentait prête à quitter l'industrie de la restauration rapide, a-t-elle déclaré, mais le mouvement dont elle fait maintenant partie « a suscité l'intérêt pour que je reste un peu plus longtemps ».
En mars, elle a quitté le Jack in the Box pour un emploi au McDonald's où travaille sa belle-mère. C'est un trajet plus court de la maison et paie 16,75 $ l'heure, un dollar de plus que ce qu'elle a gagné chez Jack in the Box. Avec son expérience dans l'industrie, a-t-elle dit, elle espère une promotion au poste de superviseur de quart, qui paie 17,75 $. Elle a dit qu'elle avait l'intention de continuer à plaider pour des salaires plus élevés pour les travailleurs de la restauration rapide. « Je n'ai pas l'intention d'être ici toute ma vie », a-t-elle dit, « mais si mes enfants décident qu'ils veulent cela comme premier emploi, je veux m'assurer qu'ils vont mieux que nous. »

Les travailleurs qui ont affronté Amazon, et qui ont gagné.

https://inthesetimes.com/
2022

Contre toute attente, les travailleurs d'Amazon à New York ont organisé avec succès un syndicat contre l'une des plus grandes entreprises du monde. Voici comment.

"Hé, Jeff Bezos, je vais vous faire savoir quelque chose aujourd'hui : nous ne faisons que commencer",
Chris Smalls lors d'une manifestation en août 2020 à Washington, DC. Août 2020 a été le mois où le fondateur d'Amazon, Jeff Bezos, est devenu la personne la plus riche de l'historique enregistré .

En dehors de son pied-à-terre de 23 millions de dollars et 27 000 pieds carrés (8229,6m2) , un groupe de travailleurs d'Amazon de Staten Island et une foule de partisans ont érigé une fausse guillotine.

" Donnez une bonne raison pour laquelle nous ne méritons pas un salaire minimum de 30 dollars alors que cet homme gagne 4 000 dollars par seconde" , a poursuivi Smalls .

Après avoir mené un débrayage sur la sécurité Covid-19 dans le gigantesque entrepôt JFK8 d'Amazon en mars 2020, le premier mois de la pandémie, Smalls et ses co organisateurs ont pris leur rébellion sur la route cet été-là.

À l'extérieur des manoirs de Bezos – une maison de 165 millions de dollars à Beverly Hills, un domaine au bord de l'eau à l'extérieur de Seattle et un penthouse de la Cinquième Avenue à Manhattan – le groupe a organisé des manifestations dénonçant l'inégalité des revenus et exigeant des hausses de salaire et des protections pour les travailleurs étant donné la désignation pandémique d'«essentiel ».

À chaque arrêt, ils ont tranquillement augmenté les rangs des partisans qui ont également senti que le mouvement de bric-à-brac était le début de quelque chose de grand.
Parmi ces premiers partisans figurait Cassio Mendoza, alors âgé de 21 ans, qui a décidé de se présenter à la manifestation d'octobre 2020 à Beverly Hills après s'être connecté avec Smalls sur Instagram.

" Wow, c'est vraiment différent », se souvient Mendoza lors de la manifestation.

"En parlant de milliardaires, « Ils doivent partir. » Damner! C'est vraiment radical."

Mendoza déménagerait bientôt à travers le pays pour prendre un emploi à JFK8 et finalement aider à gagner le tout premier syndicat dans l'un des entrepôts américains d'Amazon.

Depuis la victoire éclatante du syndicat Amazon en avril, une grande partie de l'analyse médiatique autour de la victoire a été centrée sur Smalls. Tout aussi importante, cependant, est l'histoire collective des travailleurs qui ont tracé leur propre chemin contre l'une des plus grandes entreprises du monde.

Ce qui est devenu l'Amazon Labor Union (ALU) a réuni un groupe organique de dirigeants exigeant la sécurité et la dignité chez Amazon - certains ayant une expérience syndicale antérieure - et un groupe diversifié et itinérant de socialistes âgés de 20ans cherchant à se joindre à une lutte syndicale juste.

Après avoir jeté leur dévolu sur une élection syndicale à l'entrepôt JFK8, le groupe a été rejoint par des travailleurs d'entrepôt chevronnés qui ont apporté un profond bassin d'expérience et de relations à la campagne. Tous ont été essentiels à la victoire contrariée de l'ALU pour représenter plus de 8000 travailleurs d'entrepôt.

En mai, les efforts antisyndical d'Amazon ont infligé à l'ALU une défaite lors de sa deuxième élection syndicale, cette fois à LDJ5, un centre de tri plus petit en face de JFK8. Sur environ 1 633 employés ayant le droit de voter à l'élection, près de 1000 ont voté, dont 380 travailleurs ont voté en faveur du syndicat et 618 contre.

Le résultat est décevant mais pas tout à fait surprenant pour les dirigeants de l'ALU, qui disent qu'ils ont fait face à des probabilités encore plus fortes à LDJ5, une nouvelle installation composée en grande partie de travailleurs à temps partiel.

Après que la première victoire du syndicat ait provoqué une onde de choc dans le mouvement syndical américain, l'ALU affirme que des centaines des travailleurs d'Amazon à l'échelle nationale ont demandé leur soutien dans leurs propres efforts de syndicalisation. Il y a toutes les

raisons de penser que l'ALU n'en est encore qu'à ses débuts.

ESSENTIELLEMENT NON RESPECTÉ

Il est approprié que le dernier jour de vote à JFK soit le 30 mars, marquant le deuxième anniversaire du débrayage qui a lancé l'effort d'organisation là-bas.

Le premier cas de Covid- à Staten Island a été confirmé le 9 mars 2020 . Les choses ont rapidement dégénéré dans les semaines suivantes.
Alors que les infections augmentaient, « ils ne nous donnaient pas de masques », explique Gerald Bryson, un ramasseur d'entrepôt de 50ans qui avait été membre d'un syndicat à des emplois précédents.

Au lieu de répondre à la pandémie, Amazon a organisé ce que Derrick Palmer, 33 ans, décrit comme un « mini-carnaval » pour recruter des travailleurs pour des groupes d'affinités raciales et ethniques, en entassé les employés dans une petite pièce et en distribuant des assiettes de nourriture pendant que les gens se déplaçaient sans masque.
« Ils ont totalement ignoré Covid », se souvient Palmer. Le travailleur Jordan Flowers, alors âgé de 21 ans , souffre de lupus et attendait une greffe de rein, ce qui l'exposait à un risque élevé de complications de Covid. Alors que Flowers voyait des histoires de personnes mourant à travers le pays en mars, il s'inquiétait de plus en plus du manque d'équipement de protection individuelle au travail.

« Je suis le seul enfant de ma mère », dit Flowers.
Le travail de Chris Smalls en tant qu'assistant de processus à l'entrepôt, un rôle de formation adjacent à la gestion, lui a donné la responsabilité d'environ 60 personnes. Alarmé que les managers n'informent pas correctement les employés lorsqu'une personne avec laquelle ils ont travaillé a été testée positive pour Covid, Smalls a pris sur lui d'avertir les travailleurs de leur éventuelle exposition.
Jason Anthony, 36 ans , était l'un des travailleurs sous Smalls."
Dans l'après-midi du 30 mars 2020 , des travailleurs ont quitté l'entrepôt de New York, dirigés par Bryson, Palmer, Flowers and Smalls. Ils ont demandé à Amazon de fermer l'installation pour le nettoyage et d'offrir aux employés des congés payés dans l'intervalle.

" Alexa, s'il vous plaît, fermez et désinfectez le bâtiment", disait l' un de leurs panneaux de protestation.
Amazon a licencié Smalls ce jour-là, affirmant qu'il avait enfreint les règles de quarantaine de l'entreprise. Amazon a licencié Bryson le mois suivant, bien qu'un juge de droit administratif ait ordonné à l'entreprise de le réintégrer deux ans plus tard en avril 2022. Amazon a donné à Palmer un
Selon une note de service divulguée, l'avocat en chef d'Amazon a dénigré peu de temps après Smalls, l' appelant"
Cette concentration étroite sur Smalls s'est finalement retournée contre Amazon, élevant Smalls au statut de martyr tout en sous-estimant la profondeur de la colère des travailleurs. Plus Amazon a distingué Smalls, plus les organisateurs pouvaient se concentrer sur la conversation avec leurs collègues et amener de nouvelles personnes dans la campagne syndicale.
Pendant ce temps, l'histoire de Smalls a atteint les travailleurs de loin. Brett Daniels, 29 ans, est entré en contact avec Smalls via les réseaux sociaux après le débrayage. À l'époque, Daniels travaillait dans un cinéma-restaurant dans la banlieue de Phoenix. Lorsqu'il a été licencié en raison de fermetures liées à la pandémie, il a décroché un emploi de saisonnier dans une usine d'Amazon en Arizona dans l'espoir de s'organiser parmi ses collègues. Enfant d'un pompier et d'une hôtesse de l'air syndiqués, Daniels espérait organiser un syndicat après des années d'expérience en organisation communautaire, notamment la lutte pour 15 $ à Tucson, en Arizona.

"Nous connaissons les tenants et les aboutissants de l'entreprise. Derrick est un vétérinaire de six ans. J'y ai travaillé pendant près de cinq ans. Qui mieux que nous pour mener le combat ?" —Chris Smalls

Inspiré par le débrayage pandémique, Daniels a déménagé à Staten Island en novembre 2021 et a été réembauché chez Amazon.

Connor Spence, 26 ans , a également déménagé du New Jersey pour occuper un emploi à JFK 8 en mai 2021 , abandonnant sa formation en aviation pour devenir organisateur au lieu de pilote.

L'histoire des petits "était emblématique de tout ce qui ne va pas avec Amazon - tout ce qui ne va pas avec la société à l'époque ", explique Spence.

Au lieu de reculer après son licenciement, "Chris était motivé pour prendre l'élan et l'utiliser pour

réparer les choses qu'il a vues qui n'allaient pas avec Amazon », explique Spence. "Cela allait inévitablement attirer d'autres personnes qui voulaient réellement intervenir, agir et changer les choses. »

UN SYNDICAT EST NÉ

Le 1er mai 2020 - Journée internationale des travailleurs - Smalls, Bryson, Flowers et Palmer ont lancé le Congrès des travailleurs essentiels, un prédécesseur de ce qui allait devenir l'Amazon Labour Union." L'objectif initial du groupe était d'unir les travailleurs de première ligne de toutes les industries dans la lutte pour de meilleures conditions et salaires. Jason Anthony s'est joint après avoir été licencié d'Amazon en juillet 2020 .
Le groupe envisageait une large lutte de la classe ouvrière contre les milliardaires profitant de la pandémie – et ils n'ont pas mâché leurs mots.

« L'économie capitaliste des États-Unis est construite sur le dos d'une classe de personnes sous-payées qui sont dégradées en travailleurs salariés et valorisées uniquement pour ce qu'elles produisent, et non pour leur valeur intrinsèque en tant qu'humains », lit-on sur le site Web du Congrès des travailleurs essentiels .

Alors qu'ils parcouraient le pays pour protester contre les manoirs de Bezos, le groupe a forgé des liens plus solides les uns avec les autres tout en accueillant les nouveaux arrivants, une approche que Smalls décrit comme "tout compris »avec une mise en garde.

« C'est dirigé par des Noirs, et nous allons le garder ainsi », explique Smalls, explique-t-il lorsque les gens se sont joints.« Une fois que nous avons cette compréhension, nous les laissons entrer. Et ils sont avec nous depuis. Il y a de la loyauté, et il y a de la confiance. Ce sont des membres de la famille.

À l'été 2020, Spence a voyagé de son domicile dans le New Jersey à la manifestation de Manhattan devant le penthouse de Bezos.

«Nous n'avons vraiment parlé que pendant environ deux minutes », dit Spence à propos de sa première rencontre avec Smalls. Néanmoins, Spence a été rapidement ajouté à un groupe de discussion organisateur. Il est maintenant vice-président des membres de l'ALU.

"L'un des signes d'un bon organisateur est de croire fondamentalement que les gens de la classe ouvrière sont intelligents et capables", déclare Spence. "Donc, construire une organisation où vous avez essayé de faire participer tout le monde au processus démocratique, laissez tout le monde y jouer un rôle — ce sera une organisation réussie de la classe ouvrière. »

C'est la même philosophie qui a attiré Cassio Mendoza lors du rassemblement d'octobre
2020 devant la maison de Bezos à Beverly Hills.
Socialiste engagé et fils d'un vidéaste de Unite Here Local 11 , Mendoza était sceptique quant à l'organisation dirigée par le personnel." Il a vu en Bryson et Palmer un véritable leadership de base et a été particulièrement impressionné que Palmer se soit envolé pour Los Angeles après avoir terminé un quart de travail chez Amazon. Le Congrès des travailleurs essentiels "ne semblait en aucun cas fabriqué", dit Mendoza.

Originaire de Los Angeles, Mendoza porte généralement un chapeau bleu LA Dodgers, des t-shirts noirs amples et des kakis beiges - des choix de garde-robe qui correspondent à sa personnalité discrète. Malgré ses tentatives de se fondre dans l'arrière-plan, Mendoza est devenu un organisateur de campagne essentiel. En juin 2021 , il avait fait ses valises et déménagé à New York. Il a commencé à travailler chez Amazon un mois plus tard, avec l'intention d'aider l'effort d'organisation.
Mais à ce moment-là, la lutte syndicale consistait encore uniquement à gagner plus de respect pour les travailleurs, et le groupe voulait surtout convoquer les travailleurs d'Amazon à travers le pays pour une conférence nationale.'
« L'idée était de nous réunir tous sous une même bannière », explique Spence.

Lorsque les membres du Congrès des travailleurs essentiels ont commencé à contacter d'autres groupes de travailleurs via les médias sociaux, ils ont appris que la plupart n'avaient pas de véritable présence organisationnelle au sein d'Amazon. Une exception était Amazonians United, un réseau lâche de comités de travailleurs aux États-Unis et au Canada. Le modèle d'organisation de ce groupe est basé sur "le syndicalisme de solidarité », dans lequel les travailleurs commencent à agir comme un syndicat sans aucune reconnaissance officielle du gouvernement.
Les organisateurs de Staten Island ont opté pour une approche différente lorsqu'ils ont formé l'Amazon Labour Union, bien que des membres d'Amazonians United aient apporté leur soutien à la campagne syndicale de LDJ 5 .

Bryson avait été membre de plusieurs syndicats de la ville de New York, y compris les sections locales 32BJ et 1199 de l'Union internationale des employés de service et le conseil de district 37 de la Fédération américaine des employés des États, des comtés et des municipalités. Et Smalls avait déjà été Teamster avant de travailler chez Amazon, laissant ce qu'il décrit comme "un mauvais contrat. "

Alors que le Congrès des travailleurs essentiels a d'abord résisté à l'idée d'un syndicat formel, cela a changé après que le Syndicat de la vente au détail, de la vente en gros et des grands magasins (RWDSU) a perdu sa campagne pour syndiquer un entrepôt Amazon à Bessemer, en Alabama, en avril 2021. (Au moment de mettre sous presse, le résultat de la deuxième élection à Bessemer est toujours en attente.) Rebuté par l'approche de RWDSU, qui s'appuyait sur les politiciens et les célébrités pour obtenir le soutien des employés d'Amazon, Smalls et les autres organisateurs pensaient qu'ils pouvaient faire mieux.

« Nous connaissons les locataires et aboutissants de l'entreprise », explique Smalls.

« Derrick est un vétérinaire de six ans. J'y ai travaillé pendant près de cinq ans. Qui de mieux que nous pour mener le combat ? »

Alors qu'ils discutaient de l'idée d'un nouveau syndicat indépendant pour garder les travailleurs aux commandes, ils cherchaient des exemples d'autres syndicats militants. Mendoza s'est surtout inspiré de William Z. Foster, un organisateur communiste de la sidérurgie dans les années 1930 . Spence s'est tourné vers le droit du travail pour le Rank Serveur de fichiers de Daniel Gross et Staughton Lynd, et il a distillé des leçons d'études sur le travail et de nombreuses recherches en ligne dans des présentations pour le comité organisateur - y compris comment engager des consultants antisyndicaux dans l'atelier. Pour le langage sur l'inclusion, le groupe a fait référence à la constitution nationale de Unite Here. Pour les structures de la démocratie syndicale - y compris la façon don't les salaires des dirigeants syndicaux devraient être indexés sur les salaires moyens des membres du syndicat - ils ont examiné les Ouvriers unis de l'électricité.

« Je suis le seul enfant de ma mère. Je n'allais pas risquer ma vie pour travailler pour cette entreprise." — Jordan Flowers

Toutes ces idées seraient reflétées dans la constitution de l'ALU.

«Combinons le modèle syndical avec le modèle de comité de la base», se souvient Spence en discutant avec Smalls. "Chaque bâtiment a un comité de travailleurs qui est le principal organe décisionnel du syndicat. »

En fin de compte, le groupe a évité les théories abstraites et les méthodes rigides et s'est tourné vers les travailleurs pour agir.
" Va te faire », se souvient Spence en disant. "Allons simplement à JFK8, l'ancien bâtiment de Chris, et organisons les travailleurs là-bas. C'est probablement le meilleur bâtiment pour lancer une campagne syndicale.

LA FORCE MOTRICE

Il est difficile d'exagérer les chances empilées contre un syndicat indépendant qui s'attaque à Amazon.
Ce n'est pas seulement qu'Amazon a un record historique de lutte contre les syndicats. La taille et l'omniprésence de l'entreprise en font un élément incontournable de la vie américaine moderne, les scrupules de conscience concernant le bien-être de ses travailleurs mis à part. Le vaste réseau d'entrepôts et de logistique d'Amazon livre chaque année des milliards de boîtes de produits à ses 153 millions de membres Amazon Prime , 40 % de tous les achats en ligne dans le pays provenant d'Amazon, contre seulement 7 % chez Walmart. Plus de 1 . 1 million de personnes travaillent désormais dans les plus de 800 entrepôts d'Amazon aux États-Unis, et Amazon devrait employer 1% de tous les travailleurs américains dans les prochaines années.

De plus, le roulement du personnel dans les installations d'Amazon est constant. Le taux de désabonnement annuel d'Amazon - représentant le nombre d'employés quittant l'entreprise chaque année par rapport à leur nombre total - est d'environ 150 %, ce qui, selon Bezos, est conçu pour empêcher ce qu'il a appelé une "marche vers la médiocrité".

Ce chiffre d'affaires élevé a fait des vétérans des entrepôts d'Amazon, comme Michelle Valentin Nieves (qui y est depuis trois ans), des organisateurs inestimables. À l'intérieur de l'entrepôt JFK 8 au plus fort de la pandémie, Valentin Nieves était de plus en plus frustré. Les gérants la réprimandaient dans l'atelier alors qu'elle risquait une infection à Covid.

Au cours des premiers mois de la pandémie, Valentin Nieves a regardé CNN pour des mises à jour en direct sur les infections, entendant de fausses assurances de l'ancien président Donald Trump.
Alors que Valentin Nieves attendait de se faire vacciner en 2021 ,'
Lorsque Palmer a approché Valentin Nieves pour signer une carte syndicale en 2021 , elle n'a pas sauté un instant. Valentin Nieves continuerait à lire Confessions of a Union Buster de Martin Jay Levitt et deviendrait une féroce organisatrice de travailleurs, se connectant en particulier avec les travailleurs latinos pour qui elle était un visage familier.

Valentin Nieves, qui vient de Porto Rico, dit qu'une bonne organisation implique une bonne écoute, alors elle prendrait son temps pour entendre les doléances des travailleurs et donner leur avis. Au cours de l'une de ces discussions, elle a parlé avec un travailleur qui avait des éperons au pied après avoir été debout pendant de longues heures chez Amazon. Finalement, Valentin Nieves a aidé le travailleur à déposer plusieurs demandes d'accommodements médicaux jusqu'à ce qu'elles soient finalement approuvées.

Brima Sylla, 55 ans , un travailleur immigré libérien très respecté et titulaire d'un doctorat en politique publique, a commencé à travailler chez Amazon en janvier 2022 et a rejoint la campagne syndicale en mars.
Il était venu sur Amazon après 10 ans d'enseignement dans une petite école privée de Staten Island, qui l'avait licencié pendant la pandémie.

Il s'est rapidement lassé des ambulances qui hurlaient à l'entrée de l'entrepôt pour transporter un travailleur blessé à l'hôpital.
À l'échelle nationale, les travailleurs d'Amazon ont subi 27 700 blessures en 2020 et 38 300 en 2021.

L'entreprise est responsable de près de la moitié de toutes les blessures dans l'industrie de l'entrepôt, soit un taux de 6 . 8 pour 100 travailleurs.

Sylla dit qu'il s'est organisé pour construire le syndicat afin de faire d'Amazon un lieu de travail digne, parce que "l'entreprise veut juste de l'argent, de l'argent, de l'argent. Ils ont oublié le côté humain des travailleurs. Le travail est sacrément dur.

Pascale « Oncle Pat » Cioffi, un ancien docker de l'International Longshoremen's Association pendant environ neuf ans, avait été réticent à soutenir le syndicat lorsqu'il a été approché pour la première fois. Il a réprimandé les organisateurs pour avoir fait des promesses de hausses de salaire avant même d'avoir obtenu un contrat.

Mais lorsqu'il a vu des flics arrêter Smalls, Daniels et Anthony pour intrusion alors qu'ils livraient de la nourriture aux travailleurs en février, Cioffi a changé d'avis.

« À la fin de la journée, ils déposaient de la nourriture », dit Cioffi.

Cioffi porte occasionnellement des survêtements Nike et un gilet Amazon jaune orné d'épingles et des mots "Chèvre italienne." blasonné au dos. Comme Smalls, il est assistant de processus. Quand il parle, il pointe ses doigts vers le haut de votre corps pour ponctuer un point, démontrant une confiance en soi qui ravit les auditeurs. Les travailleurs disent qu'il a personnellement renversé des centaines pour soutenir le syndicat.

" Les gens ont tendance à aller avec des gens en qui ils ont confiance », explique Cioffi.

« Amazon n'a pas fait cela à propos de l'ALU », ajoute Cioffi.

« Ils l'ont fait à propos de Chris Smalls. Mais il ne s'agissait pas vraiment de Chris Smalls. Il s'agissait des gens."

Karen Ponce,26 ans, est l'une de ces personnes. Elle avait commencé à travailler dans une station de livraison Amazon en 2020 , dans l'intention d'économiser de l'argent pour une maîtrise en travail social. Après une mise à pied sans avertissement, Ponce a été réembauché à JFK .
Bien qu'elle ait été active dans les causes des droits des immigrants à l'université, Ponce dit qu'elle ne comprenait pas les syndicats et a d'abord adhéré à la propagande antisyndicale d'Amazon.
Sa pensée a commencé à changer après avoir contacté son professeur de sociologie à l'université, qui l'a encouragée à parler aux organisateurs. Connor Spence a répondu à la liste de questions de Ponce sur les cotisations et les élections syndicales, et ils ont parlé des conditions de travail.

" Ils ont compris l'environnement de travail toxique parce qu'ils étaient eux-mêmes des travailleurs », explique Ponce.

Lorsque Ponce a appris que certains de ses collègues vivaient dans leurs voitures et dans des refuges pour sans-abri, elle a commencé à relier la campagne de syndicalisation à sa vocation de travail social. Elle a commencé à étudier l'histoire du travail et a lu A Collective Bargain de Jane McAlevey . Non seulement Ponce a finalement rejoint l'effort syndical, mais elle est devenue la secrétaire de l'ALU en décembre 2021 .

Arlene Kingston, quant à elle, a soutenu l'effort syndical dès le départ. Elle a grandi en parlant de politique et avait de solides syndicats municipaux dans sa Trinité-et-Tobago natale.

Kingston et un autre collègue ont aidé l'effort syndical en offrant de la nourriture gratuite dans la salle de pause, en cuisinant des pois et du riz, du poulet et de la tarte aux macaronis à distribuer.
"Et si nous devons le refaire, nous le ferons encore et encore », déclare Kingston.

Elle savoure comment "une petite personne que vous avez sous-estimée" a vaincu Amazon. "Et ce n'est que le début."

SOLIDARITE & INDEPENDANCE

L'Amazon Labour Union n'avait pas de temps à perdre après la victoire à JFK 8.
Alors que les messages de soutien affluaient des travailleurs d'Amazon dans tout le pays, la priorité s'est rapidement déplacée vers le vote au prochain entrepôt, LDJ 5 , où environ 1500 travailleurs trient les colis à livrer dans la région métropolitaine de New York.

Moins d'un mois après la fin du vote dans le premier établissement, les travailleurs du deuxième établissement ont commencé à voter. Lors d'un décompte des voix le 2 mai effectué par le Conseil national des relations du travail (NLRB), le syndicat a échoué.

Par rapport au premier entrepôt, relativement peu d'organisateurs clés de l'ALU travaillent à LDJ 5 . Cela a posé un défi plus difficile pour ceux qui le font, y compris Julian Mitchell-Israel, 22 ans , qui a d'abord envoyé son CV à Smalls après avoir lu un article sur l'ALU dans le magazine socialiste Jacobin .

« Quand il s'agit de s'organiser, vous devez être vigilants. Et il faut de la discipline. Et il faut une sorte de militantisme et d'amour. Les gens ont besoin d'avoir des chances illimitées ici.»
– Julian Mitchell-Israël

Mitchell-Israel avait été impliqué dans la politique électorale, y compris la candidature présidentielle du sénateur indépendant du Vermont Bernie Sanders en 2016 , mais dit avoir appris une leçon cruciale sur l'organisation au cours d'une campagne à enjeux élevés à LDJ 5 .

« Lorsque vous êtes confronté à la désinformation, lorsque vous êtes confronté à des personnes violemment antisyndicales, vous avez l'instinct de vous mettre sur la défensive, d'aller — "

Madeleine Wesley, une autre employée de LDJ 5 , est arrivée de Floride en août 2021 . Wesley, 23 ans , avait été une étudiante militante à l'Université Wesleyan dans le Connecticut. C'est là que Wesley a rencontré l'avocat pro bono d'ALU, Seth Goldstein, qui représentait les travailleurs de l'usine physique et les employés de bureau de l'université. Après avoir travaillé pour les sections locales du syndicat Unite Here à Boston et à Miami, Wesley a rejoint la campagne Amazon à la demande de Goldstein et est rapidement devenu le trésorier d'ALU.

Après la victoire contrariée à JFK8,

« certains d'entre nous pensaient que LDJ 5 serait une victoire facile », a déclaré Wesley avant le vote.

« Et ce que nous avons réalisé, c'est que nous avions absolument tort. Amazon est vraiment en colère contre nous pour avoir gagné JFK8, ils ne s'y attendaient pas du tout. Et maintenant, ils nous donnent tout ce qu'ils ont ici à LDJ 5 . »

Wesley dit qu'elle et ses collègues de LDJ 5 ont fait face à une campagne meurtrière au cours de laquelle Amazon a doublé ses tactiques antisyndicales. La société cherche également à annuler les résultats des élections à JFK 8 par le biais d'un appel au NLRB.
Le 24 Avril, la veille du début du vote à LDJ 5 , les dirigeants syndicaux nationaux se sont rassemblés sur le campus d'Amazon à Staten Island dans le but de renforcer le soutien.

«solidarité » était jubilatoire.

Entourés de travailleurs d'Amazon et de centaines de leurs partisans, Bernie Sanders et la représentante Alexandria Ocasio-Cortez (DN.Y.) ont également prononcé des discours enflammés.

" Nous travaillons dans la même industrie que vous tous - et nous allons soit nous élever ensemble, soit nous allons tomber ensemble », a déclaré Dimondstein lors du rassemblement.

Smalls salue le soutien mais reste sans équivoque quant à l'indépendance du syndicat."
Avec l'espoir de syndiquer un deuxième établissement reporté pour l'instant, l'ALU a encore une autre tâche capitale devant elle : remporter sa première convention collective avec Amazon. Si le nouveau syndicat peut canaliser son large soutien national et ses relations profondes au sein de JFK 8 vers l'amélioration des conditions dans cet entrepôt, il montrera clairement aux travailleurs d'Amazon ailleurs qu'ils devraient se joindre.

" Il n'y a aucun moyen que nous arrêtions ou que nous laissions cela nous abattre », a déclaré le co-fondateur d'ALU, Derrick Palmer, lors d'une conférence de presse impromptue après la défaite du 2 mai.

Lénine à Chattanooga

Selon la théorie marxiste, le processus révolutionnaire naît de la réunion de deux éléments distincts : le mouvement ouvrier spontané et le parti de classe. Le mouvement ouvrier spontané est, selon une autre façon de le définir, l'autonomie prolétarienne. Le parti de classe est l'organisation des révolutionnaires, c'est-à-dire l'organisation politico-militaire.
La théorie marxiste n'envisage pas la coïncidence mécanique du développement capitaliste, aboutissant à la formation d'un vaste prolétariat et à la présence d'un parti révolutionnaire fort. Les facteurs d'interaction sont nombreux : le développement inégal de l'impérialisme, l'influence des anciennes formes de production sur les nouvelles, les stratifications sociales et culturelles du passé qui subsistent, le rôle du réformisme, etc. La formation du parti révolutionnaire ainsi que son lien avec l'autonomie prolétarienne sont donc marqués par un parcours tourmenté et non linéaire.

Certes, la vision marxiste prévoit, à l'apogée du développement bourgeois, l'émergence de ces deux forces : le prolétariat luttant contre sa propre exploitation au sein de la société capitaliste, et le parti révolutionnaire luttant vers la société communiste. A partir de cette rencontre, le processus révolutionnaire prend un niveau directement issu de la confrontation politique générale : la guerre civile.
Mais cette rencontre est un événement rare, suivi de longues périodes de contre-révolutions, d'autant plus longues et profondes que l'assaut du ciel est proche.

Entre ces "assauts", il y a de très longs intervalles pendant lesquels le parti révolutionnaire - réduit peut-être à un très petit nombre de membres - et les prolétaires suivent des voies différentes et peut-être opposées.

Ce concept de développement distinct - bien que mutuellement lié - des trajectoires du prolétariat et de son parti révolutionnaire est exposé par Lénine dans Que faire ? Cet écrit de Lénine, bien que circonscrit à une période spécifique et au débat historique qui a secoué la Russie au début des années 1900, reste une boussole pour comprendre la division entre ceux qui privilégient le "mouvement", la "spontanéité" et ceux qui défendent la clarté du programme révolutionnaire et la nécessité d'une organisation politico-militaire pour les révolutionnaires. Ainsi lu, Que faire ? de Lénine reste un précieux manuel de critique politique pour les militants du nouveau millénaire.

C'est un fait historique très clair que la classe ouvrière a créé des syndicats et des mouvements de garanties sociales et civiles (associations, coopératives...) comme ses propres organes de défense immédiate contre l'exploitation des capitalistes et a dû mener de dures luttes pour obtenir le droit à l'existence de ces structures. Il est tout aussi clair que les syndicats et l'ensemble de l'associationnisme ont généralement évolué, après avoir obtenu cette reconnaissance, vers une conciliation des intérêts mutuels, au point de devenir également, dans certaines circonstances, un élément de stabilité du système social dans son ensemble.
Cette évolution n'a certainement pas été linéaire ni pacifique, ni sans contre-réactions qui sont encore perceptibles aujourd'hui et probablement destinées à s'aiguiser dans des conditions sociales critiques, tant au sein des anciens syndicats que par l'émergence de nouveaux.
L'histoire du syndicalisme américain ne fait pas exception à cet égard. Au contraire, nous pouvons voir une manifestation précoce des grandes lignes de ce qui, d'une manière ou d'une autre, se produira ailleurs, réfutant l'idée superficielle que le mouvement politique aux États-Unis n'a fait que copier l'Europe...

En effet, on peut dire que des éléments qui sont apparus en Europe à un stade avancé de développement sont présents en Amérique depuis le tout début. Pensez à l'"aristocratie ouvrière" aux États-Unis, qui coexistait avec la masse indistincte des travailleurs, immigrés, multinationaux et multiraciaux. La division qui s'établit alors entre la main-d'œuvre ancienne et stable et celle des

nouvelles générations qui affluent en masse, principalement des pays latins ou de l'Est, et les masses " libérées " de l'esclavage d'origine africaine, a des racines matérielles claires et constitue l'anticipation de ce que sont aujourd'hui les contradictions au sein du prolétariat vivant dans un capitalisme mature.
Si mûre politiquement, que cette division est capable d'exploiter et de nourrir au maximum l'arme de la séparation et de l'opposition entre les différents secteurs d'une même classe assujettie. Le mouvement syndical américain nous enseigne l'importance fondamentale des stratifications sociales et ethniques. Le "travail" des esclaves aux États-Unis faisait lui-même partie du processus de production lié au coton, un secteur à la pointe de l'industrie. Tout comme aujourd'hui, les travailleurs des grandes concentrations urbaines liées aux services (directement ou indirectement liés aux grandes multinationales) ont l'un des rôles sociaux et salariaux les plus bas et les plus mal payés.
Les anticipations "américaines" sont multiples et se sont également manifestées en Europe au cours des dernières décennies.
Dans la plupart des cas, l'organisation ouvrière primitive, dans son prolongement des besoins immédiats, tend à transcender les frontières entre les entreprises, les races et les genres. Nous pourrions donc dire que ce mouvement de protestation prolétarien tend instinctivement vers le socialisme.

L'organisation ouvrière primitive ne théorise pas, pour le moins, la séparation des prolétaires ; au contraire, il fait l'expérience d'une solidarité des travailleurs, sans beaucoup de distinctions. Ce n'est que plus tard, et dialectiquement aussi en vertu des succès obtenus, qu'intervient une certaine cristallisation des intérêts particuliers, une séparation de ceux-ci d'autres intérêts particuliers, conduisant à une trêve dans la lutte inégale contre une classe, la bourgeoisie, qui, bien au-delà de la "libre concurrence", est unifiée et représentée par l'État central. Ceci, bien sûr, jusqu'à ce que, dans le cours contradictoire des faits objectifs, la condition d'un saut de la fragmentation en catégories soit reconstituée par une nouvelle et supérieure réorganisation de classe unifiée.
La défaite des caractéristiques " socialistes " primitives de l'organisation ouvrière est déterminée, entre autres, par les transformations technologiques de l'utilisation de la force de travail, par les transformations parallèles du milieu social dans lequel vivent les travailleurs, par l'organisation croissante de l'ennemi de classe, tant sur le plan " immédiat " de la répression violente que sur le plan " politique " de l'intégration dans le mécanisme démocratique interclasse.

On peut résumer l'histoire du mouvement ouvrier américain en ces trois passages : période initiale, où l'affrontement était direct, prenez par exemple les martyrs de Chigaco[1], comme symbole des luttes pour la réduction du temps de travail.
Période intermédiaire, les portions sociales se stratifiaient et en même temps des organisations syndicales apparaissaient, se chargeant d'organiser ce qui était en dehors des centrales syndicales légales. Pensez à la naissance de l'IWW, par exemple, au début des années 1900 aux États-Unis, qui a organisé principalement des travailleurs précaires d'origine immigrée. Ou les mêmes affrontements initiales entre la CIO et l'AFL[2] au début des années 1930, concernant les travailleurs qualifiés et les OS.
Troisième période pleine phase impérialiste, destruction des organisations indépendantes et "fascisation" des syndicats. Dans cette troisième phase, les syndicats ne disparaissent pas, mais

1 Le 1er mai 1886, un rassemblement d'ouvriers et de militants anarchistes en soutien aux travailleurs en grève se tient à Haymarket Square, à Chicago, dans l'Illinois. Un inconnu jeté une bombe sur un groupe de policiers, tuant l'un d'entre eux sur le coup. Dans le chaos qui s'ensuit, sept officiers sont tués par des tirs amis, ainsi que de nombreux civils. Le procès qui s'ensuit aboutit à la condamnation à mort par pendaison de huit ouvriers anarchistes d'origine allemande, qui seront plus tard reconnus innocents. Ces événements comptent parmi les origines de la fête des travailleurs, ainsi que la naissance, dans l'imaginaire collectif, de la figure de l'"anarchiste poseur de bombes". Les causes des incidents sont encore contestées aujourd'hui, bien que les profondes divisions entre les ouvriers et les hommes d'affaires dans le Chicago de la fin du XIXe siècle soient généralement comptées parmi les raisons de la tragédie.
2 Le Congress of Industrial Organizations (CIO, Congrès des organisations industrielles) est une confédération syndicale nord-américaine issue d'une scission de l'AFL en 1938.
Dans les années 1930, avec la crise économique de 1929 et les difficultés pour le mouvement syndical américain, et particulièrement pour la Fédération américaine du travail, ds dirigeants syndicaux se posent la question d'une autre organisation du mouvement, favorisant le syndicat d'industrie, par rapport au syndicat de métier, traditionnel au sein de l'AFL. John L. Lewis, leader de l'United Mine Workers of America, Sidney Hillman, d'Amalgamated Clothing Workers of America, et David Dubinsky, d'International Ladies' Garment Workers' Union, prennent la tête de ce mouvement lors de la fondation du Committee for Industrial Organization (CIO) au congrès de 1935 de l'AFL. Soutenu financièrement par les syndicats du textile (ACWA et ILGWU), le mouvement remporte ses premières victoires en poussant la direction de General Motors à reconnaître le nouveau syndicat United Auto Workers lors de grèves à Flint (Michigan). Elle se réunifie avec l'AFL pour former l'AFL-CIO en 1955.

une apparaît opposition extreme entre les secteurs intégrés et désintégrés de la société.

Aujourd'hui, les précaires, les travailleurs pauvres, comme autrefois les travailleurs vagabonds qui se déplaçaient en dormant dans des wagons de marchandises (les wobbly), sont dépeints comme des couches minoritaires de la classe ouvrière, facilement neutralisables, passives ou extrémistes...
La norme serait plutôt qu'une masse de travailleurs "garantis" assure la stabilité du système.
Cette opposition existe au niveau politique, organisationnel et social. Plus les murs qui défendent les prolétaires avec des "réserves" se brisent, érodés par la marée précaire, avec des portions toujours plus grandes de travailleurs prolétaires désintégrés, plus nous voyons un affrontement de plus en plus rigide des intérêts, entre ceux qui sont dedans et ceux qui sont dehors.....
Cependant, la quantité de ceux qui sont à l'extérieur augmente énormément, entraînant un renversement du rapport quantitatif entre ces portions, offrant, en termes sociaux, une situation sans précédent. Ce phénomène prend également des proportions sans précédent lorsque l'on observe la prolétarisation des classes moyennes. La perte de l'"importance sociale" du travail, la réduction du pouvoir d'achat, la crise immobilière.... sont autant de phénomènes qui font glisser vers le bas de larges pans de la population américaine qui n'avaient jamais été confrontés à de tels phénomènes auparavant.

La naissance même du nouveau syndicalisme aux Etats-Unis s'inscrit dans cette dynamique. Ce n'est pas le syndicalisme révolutionnaire ou l'anarcho-syndicalisme qui théorise l'homogénéité idéologico-politique du syndicat, n'admettant en son sein que des ouvriers aux idées révolutionnaires, et comme en temps normal ces ouvriers sont peu nombreux, livrant ainsi la masse ouvrière aux opportunistes ou à l'indifférence.
On parle d'un " nouveau syndicalisme " qui syndique les laissés-pour-compte des anciens syndicats, qui par nature sont enclins à soutenir davantage les travailleurs spécialisés ou les hauts salaires, considérant qu'il est inintéressant ou politiquement utile de cibler ces secteurs de précarité généralisée. La même dynamique peut être lue en ce qui concerne la politique des partis politiques (de droite comme de gauche), qui savent pratiquement que cette partie échappe aux règles démocratiques...

Aujourd'hui, comme mentionné précédemment, avec l'expansion de la prolétarisation, qui touche aussi les classes moyennes, c'est beaucoup plus fluide, toutes les classes perçoivent une polarisation sociale qui rend le compromis social de plus en plus instable....

Les États-Unis nous donnent une fois de plus une idée de la trajectoire historique de la bourgeoisie mondiale et de l'impérialisme, qui s'oriente vers la centralisation, dont l'aboutissement politique est le fascisme ou, plus précisément, la fascisation de la société. Et tout cela dans le "pays de la liberté", par excellence, où la réaction, dès le début, n'était pas représentée par les forces obscures du Moyen Âge, mais par les organisations industrielle très claires et démocratiques et leurs voyous...

Les exemples seraient nombreux, mais nous nous attarderons sur un aspect spécifique pour corroborer ce qui a été dit précédemment. Au début, les luttes ouvrières aux États-Unis devaient affronter les autorités locales. Pensez aux images de travailleurs battus à coups de bâton ou lynchés par des policiers aux cheveux de cow-boy... L'autorité fédérale (l'autorité nationale) était considérée comme neutre, mais indirectement favorable aux revendications des travailleurs, dans la mesure où elle pouvait servir de médiateur en faveur des travailleurs contre les autorités locales. Qu'il s'agisse des batailles du New Deel, où le gouvernement s'est allié aux sindacats contre les familles de propriétaires terriens et les États qu'elles contrôlaient, ou des batailles pour les droits civiques, où l'armée fédérale a contraint les États et les comtés locaux à respecter les lois nationales. Une reconstitution in vitro de ce qui avait été l'un des mécanismes opposant l'Union à la Confédération du Sud, le centralisme au fédéralisme...

Dans l'évolution de la démocratie impérialiste [1] aux États-Unis, les parties se sont inversées. Le pouvoir central est celui qui représente les intérêts des grands lobbies des multinationales, des secteurs financiers, etc., les pouvoirs locaux, en revanche, assument, par rapport à la pression que peuvent exercer les mouvements de protestation (voir par exemple le mouvement des 15 dollars) une fonction de " défense ", une sorte de dernier réformisme possible dans le cadre capitaliste actuel.
La centralisation, propre à la phase impérialiste, déborde sur les sphères politique, productive et sociale : militarisation des territoires, construction

1 La meilleure enveloppe, de la dictature de la bourgeoisie, selon Lénine

de chaînes de production à l'échelle internationale, financiarisation, concentrations urbaines, etc.

Mais la classe ouvrière seule ne suffit pas, pas même pour maintenir une pure combativité de classe. Ce qu'il faut, c'est le parti, l'organisation révolutionnaire.
L'élément spontané, les révoltes, sont des manifestations embryonnaires de la conscience de classe. A ce stade, ce n'est pas comprendre, c'est sentir la nécessité de la résistance, c'est rompre la soumission servile à l'autorité. Au fond de soi, on commence à ressentir l'oppression comme n'étant plus naturelle, inéluctable, imposée par le destin, on n'est pas sûr de ce qui va suivre, mais on rejette résolument, passionnément le présent.
Cette première phase est suivie d'une seconde, on arrive à l'organisation de luttes concrètes, à des formes de syndicats et d'associations, à la volonté de lutter contre les patrons, à la " conscience " d'un antagonisme irrémédiable entre les classes. Nous pouvons ajouter qu'elle peut également conduire au rêve d'une société différente, sans patrons, avec des travailleurs gérant leur propre travail et organisant une répartition équitable du travail et du produit [1]. Mais ce n'est toujours pas suffisant....

La société capitaliste est trop organisée et centralisée pour être critiquée sur la base des données de l'expérience empirique immédiate, de plus, elle est influencée par les mécanismes mentaux inculqués par des siècles d'oppression.
La tragédie de l'approche utopique est qu'elle renforce de ses propres mains le capital même qu'elle veut combattre (le mythe de l'État-providence, de l'économie nationale, etc.)
La cause de l'oppression et de l'exploitation dans la société capitaliste n'est pas les patrons, mais la loi de nécessité immanente à l'existence du marché, de la marchandise, du travail salarié, de l'argent, du capital.

Dans ses moments les plus forts, l'ancien mouvement ouvrier est allé jusqu'à concevoir l'abolition des patrons, parfois l'idée de supprimer l'argent seul, mais il était incapable d'aller plus loin que la logique corporative de la production.
L'expérience immédiate ne voit pas la marchandise, mais le patron, la banque comme le "monstre". La gauche plus ou moins réformiste reste attachée au mythe de la "gestion" du présent. Ces mêmes entreprises " autogérées " ou " contrôlées " par les travailleurs, une fois entrées sur le marché, devront échanger leurs produits et ne pourront le faire que sous la forme d'un équivalent d'échange : je te donne une chose et tu me donnes une chose. D'où la monnaie, mesure universelle de la richesse, et avec elle tout le mercantilisme[2].

Le point de vue politique léniniste affirme que les travailleurs ne peuvent pas encore posséder une conscience socialiste[3]. Elle ne peut leur être apportée que de l'extérieur. La classe ouvrière peut indépendamment atteindre le niveau de la conscience syndicale, économique, c'est-à-dire la conviction de la nécessité de s'unir en syndicats, de mener des luttes contre les patrons, d'exiger du gouvernement telle ou telle loi nécessaire à ses intérêts.

"Du moment qu'il ne saurait être question d'une idéologie indépendante, élaborée par les masses ouvrières elles-mêmes au cours de leur mouvement, le problème se pose uniquement ainsi: idéologie bourgeoise ou idéologie socialiste. Il n'y a pas de milieu (car l'humanité n a pas élaboré une "troisième" idéologie; et puis d ailleurs, dans une société déchirée par les antagonismes de classes, il ne saurait jamais exister d'idéologie en dehors ou au dessus des classes). C'est pourquoi tout rapetissement de l'idéologie socialiste, tout éloignement vis-à-vis de cette dernière implique un renforcement de l'idéologie bourgeoise (...) Mais pourquoi - demandera le lecteur - le mouvement spontané, qui va dans le sens du moindre effort, mène-t-il précisément à la domination de l'idéologie bourgeoise ? Pour cette simple raison que, chronologiquement, l'idéologie bourgeoise est bien plus ancienne que l'idéologie socialiste, qu'elle est plus achevée sous toutes ses formes et possède infiniment plus de moyens de diffusion. Plus le mouvement socialiste dans un pays est jeune, et

1 L'IWW en est venu à théoriser cela aux Etats-Unis.

2 C'est quoi alors, le communisme ? C'est la fin de l'entreprise, la fin de tout sujet particulier en tant que détenteur d'un droit sur un bien particulier, le début de la vie de l'espèce humaine tout entière en tant que sujet économique unique. Fini le mien et le tien, fini aussi le nôtre, s'il est lié au tien, c'est l'organisation de tous les biens du globe en fonction des besoins de chacun de ses habitants, ce qui implique la démolition totale, et non la récupération, de l'organisation productive corporative créée par le capitalisme. C'est notre horizon, mais il est clair que nous n'y arriverons pas du jour au lendemain. Le concept de la dictature du prolétariat, de la transition vers un socialisme inférieur et un socialisme supérieur réside dans la reconnaissance de la bataille titanesque que le nouveau doit mener contre l'ancien, qui, bien que vaincu, conserve intacts ses habitudes et ses mécanismes sociaux du passé.

3 "*La classe ouvrière va spontanément au socialisme mais l'idéologie bourgeoise la plus répandue (et constamment ressuscitée sous les formes les plus variées) n'en est pas moins celle qui, spontanément, s'impose surtout à l'ouvrier.* " Que faire ? Lénine, 1906

plus il faut combattre énergiquement toutes les tentatives faites pour consolider l'idéologie non socialiste, plus résolument il faut mettre les ouvriers en garde contre les mauvais conseillers qui crient à la "surestimation de l'élément conscient", etc. "[1]

Les syndicats ou les associations réformistes ne nient pas la politique, ils font leur propre politique, mais pas celle du socialisme. Les mêmes mouvements anti-politiques spontanés sont eux-mêmes des mouvements politiques, souvent avec de fortes connotations anti-ouvrières cachées par toute une phraséologie populiste. Aujourd'hui, l'importance d'un prolétariat multiethnique et international est evidence pour tous.... des mots comme défendre la production nationale revient à fomenter le racisme et à inciter à la guerre entre les pauvres, même de la part de la gauche.

Lorsque nous parlons d'amener la conscience du "programme" de l'extérieur, nous ne voulons pas concevoir le révolutionnaire comme un professeur qui va enseigner la lecture et l'écriture ou un prêtre qui transmet ses vérités révélées. Il est le militant politique capable d'utiliser le socialisme scientifique et son expérience et expertise comme exemple et direction. Mais cela se fait à travers un mécanisme dialectique : praxis-théorie-praxis. C'est-à-dire qu'on absorbe le concret, on le lit selon la théorie révolutionnaire, et on le retransforme en concret.
Le militant révolutionnaire comprend l'importance de la bataille idéologique et la force non seulement militaire mais aussi politique, culturelle, on pourrait dire spirituelle, qu'exercent les vieilles habitudes du vieux monde que l'on veut détruire. Aujourd'hui, étant donné la force, la centralisation et la propagation accrues du capitalisme, il convient d'insister encore davantage sur les traits antispontanéistes de ce que peut être une stratégie révolutionnaire. Il ne s'agit pas de nier l'importance vitale de la spontanéité, du chaos révolutionnaire nécessaire pour briser les rapports de force avec l'ennemi. La force actuelle du capitalisme est aussi sa faiblesse, l'extrême rapidité de ses mécanismes le rend inévitablement plus fragile. Plus généralement, si nous voulons rendre le modèle léniniste compréhensible aujourd'hui par une plaisanterie, nous pouvons dire que c'est la différence qui passe entre qui est un rebelle et qui est un révolutionnaire, parfois " rarement " ces deux attitudes coïncident, souvent non, et font que le premier entrave le développement du second.

1 Que faire ? Lénine, 1906

L'histoire a pleinement confirmé cette interprétation. Dans tous les pays capitalistes, un mouvement ouvrier massif et spontané s'est développé - ce qui confirme l'analyse de Marx sur les intérêts contradictoires entre la bourgeoisie et le prolétariat - dans tous les pays, les travailleurs ont mené des luttes héroïques et, dans certains cas, ont conquis le ciel (par la rencontre entre l'autonomie prolétarienne et le parti révolutionnaire). Son parti, son État ont été détruits, ses rêves "spontanés" et ses réalisations - syndicats, assistance, nationalisations - ont été transformés en instruments de plus grande force et d'intégration pour le capital. Mais le fait que le capital doive construire tout un appareil politique, judiciaire, policier pour surveiller le grand perdant en vue, montre qu'un volcan continue d'exister sous terre, et de temps en temps on peut voir les jets de lave sortir des entrailles de la terre.

La détonation pour libérer le volcan est manquante. Ce qui manque, c'est l'instrument de la fête. Le processus qui conduit à la formalisation du parti, à son apparition effective en termes politico-militaires, est long et complexe. C'est une accumulation de forces, de compétences, de qualité, mais son extension n'est pas mécanique et elle se fait par bonds. Elle n'est pas détachée de la situation sociale dans son ensemble, ni de la présence du prolétariat en tant que force agissante. Ce lien, cependant, n'est pas immédiat et se manifeste plus facilement dans deux conditions : au début et à la fin du cycle de vie du capitalisme.

Au début du capitalisme sous sa forme moderne, nous sortions d'une révolution (lutte contre la noblesse). Tous les éléments de la société étaient polarisés et radicalisés, toutes les attentes étaient exaltées, en d'autres termes, pendant une révolution, on pouvait voir beaucoup plus loin que l'horizon que la consolidation ultérieure fixerait de manière stable. Il n'est donc pas étrange que la doctrine du socialisme, c'est-à-dire la doctrine de la révolution anti-bourgeoise, soit développée précisément pendant le déroulement de la révolution bourgeoise elle-même. Puis tout se stabilise, les processus historiques se déroulent de manière tumultueuse et dramatique. Les espoirs, les rêves, les attentes cherchent leur exutoire dans ce qui existe et semble coïncider avec la nature des choses. Les décennies et les siècles passent, la vieille taupe continue de creuser, le choc entre les composantes contradictoires de la société capitaliste s'intensifie, et à nouveau, comme au début, des groupes pertinents des anciennes classes privilégiées

réalisent avec désespoir que les privilèges -que la société leur accorde- ne sont pas suffisants pour répondre à leurs attentes. Personne ne peut nier que c'est ce qui se passe. Au fur et à mesure que le processus se poursuit, une partie d'entre eux sera poussée à considérer que leur position au sein de la société capitaliste est sans espoir et à lier leur existence à la perspective du socialisme. Si, entre-temps, la mémoire et la tradition de ce qui a été vu clairement pour la première fois, dans l'éclair éblouissant émanant de la révolution bourgeoise elle-même, ont été préservées, autour de cette tradition, pour Marx le parti historique, transmise par quelque groupe minuscule (parti formel), se reconstruira le parti révolutionnaire capable de ce lie à la trajectoire de la classe prolétarienne.

Pour en revenir aux Etats-Unis, nous devons nous demander pourquoi une organisation révolutionnaire capable de se connecter à la trajectoire prolétarienne ne s'est jamais développée dans ce grand pays capitaliste[1].
Pourquoi, d'ailleurs, un parti ouvrier stable, social-démocrate et progressiste n'a-t-il même pas été formé ? Il est encore plus intéressant de noter comment cette dynamique présente au début des États-Unis se manifeste maintenant dans la vieille Europe.
Si nous examinons ce cas à la lumière de Que faire ? de Lénine, nous devons reconnaître qu'aux États-Unis, aucun mouvement notable ne s'est produit au sein de la soi-disant intelligentsia, semblable à celui décrit pour la Russie ou la vieille Europe continentale. Il existe, il est vrai, un parti socialiste éphémère, dont la fortune, essentiellement électorale entre 1912-1920, est liée à la notoriété du tribun Eugène Debs. Mais rien de comparable à la grande construction théorique, politique, organisationnelle de la social-démocratie en Europe.

Nous pouvons attribuer la présence en Europe à la fois de partis révolutionnaires et - au pôle opposé - de partis opportunistes forts à la forme particulière que la révolution bourgeoise a prise en Europe. Ici, la bourgeoisie a dû renverser un mode de production fort, organique, complet dans tous ses aspects, doté d'un appareil idéologique fort et compact - l'appareil des religions avec leurs prêtres -. La bourgeoisie a donc dû construire son propre appareil idéologique et politique, ses "prêtres", c'est-à-dire les intellectuels dits bourgeois, qu'il s'agisse d'intellectuels généraux ou d'intellectuels politiques, disons aussi bien les Rosseau et les Diderot que les Robespierre et les Marat...
Ce groupe particulier - les nouveaux prêtres - a mené le combat pour la bourgeoisie en formulant ses idées et en dirigeant ses armées. La bourgeoisie a accepté de se discipliner dans son sillage afin d'obtenir la victoire. Une fois la victoire acquise, ils s'attendaient, en échange de leurs services, à prendre la place des anciens prêtres, c'est-à-dire à diriger l'appareil politique et idéologique au nom et au service de la bourgeoisie. Au lieu de cela, la bourgeoisie a trouvé préférable de négocier avec les représentants de l'Ancien Régime, encore plein de prestige sur la plèbe ignorante. C'est le contenu d'abord de Thermidor, puis de la Restauration. La bourgeoisie, essentiellement victorieuse, a mis les représentants des anciennes classes à leur place dans la machine étatique, à condition qu'elle soit gérée dans son intérêt. La monarchie absolue devient constitutionnelle, les rois orgueilleux - de droit divin - deviennent des employés de la nation, c'est-à-dire de la bourgeoisie.

Les nouveaux prêtres, c'est-à-dire les descendants des Jacobins, ont été mis à l'écart. Ils ont constitué l'épine dorsale des mouvements démocratiques de la première moitié du XIXe siècle, dont la plate-forme était précisément le peuple, c'est-à-dire la coalition des couches paysannes et prolétariennes avec la bourgeoisie dirigée politiquement et idéologiquement par elles. Certains de ces idéologues ont ouvert les yeux sur les contrastes au sein de la société bourgeoise naissante et ont vu l'existence d'une nouvelle classe : le prolétariat. À ce moment-là, une profonde scission s'est produite dans leurs rangs. Beaucoup, et ceux-ci ont fourni la base idéologique de l'opportunisme, ne voyaient dans le prolétariat que l'instrument pour forcer la bourgeoisie à être "démocratique" et "progressiste", c'est-à-dire à construire un appareil d'État basé sur le consentement des masses prolétariennes, ce qui est certainement la forme étatique optimale du capitalisme.

Dans ce programme, ils reconnaissaient les couches prolétariennes "sous réserve" [2], porteuses de revendications moins radicales, celles qui, après les premiers succès du mouvement ouvrier, avaient réussi à obtenir quelque chose à défendre et à accumuler au sein de la société capitaliste. Il y a donc eu une alliance entre la majorité des syndicats qui, comme nous l'avons mentionné au début, après une phase initiale socialiste, s'étaient

1 Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas eu d'expériences et de tentatives révolutionnaires.

2 C'est-à-dire capable d'accumuler, d'avoir des réserves économiques... argent en banque, maison, etc.

installés pour protéger les intérêts de l'aristocratie ouvrière, et ce groupe de "nouveaux prêtres" avides de vengeance. C'est sur cette base qu'est né le parti travailliste britannique, précisément de la rencontre entre les intellectuels fabiens et les syndicats ; c'est sur cette base que sont nées les majorités opportunistes des partis socialistes allemand et italien, à savoir de la rencontre entre l'intelligentsia " démocratique " désabusée par la politique gouvernementale et les puissants syndicats. C'est précisément cette alliance qui a propulsé les partis socialistes dans le rôle de partis républicains, parlementaires et - en cas de succès - de défenseurs de l'ordre bourgeois. Le succès de ce programme politique permit aux nouveaux prêtres de couronner leur vieux rêve, à savoir être pour les bourgeois ce que les anciens prêtres avaient été pour les seigneurs féodaux, les administrateurs et les idéologues de la machine d'État.

Mais une aile des intellectuels, désabusée non seulement par la Restauration, mais par la révolution bourgeoise elle-même, a pris le chemin opposé, celui de Marx et Engels. Aidés par la lumière qui émane de tout processus révolutionnaire, ils ont pu voir en un éclair ce qui existait potentiellement dans les entrailles de la société bourgeoise et mesurer ainsi toute l'ambiguïté idéologique de la pensée bourgeoise, même la plus radicale. Aidés par la nature ouvertement antagoniste des luttes ouvrières de la phase initiale, ils ont pu reconnaître l'existence de "besoins" prolétariens plus avancés que les simples gains salariaux, réglementaires et sociaux. En outre, ils voyaient que la société bourgeoise, tout comme elle avait eu un début, aurait une fin. Et cette perspective a rendu misérable tout "rêve" ou "utopie" d'être des managers à quelque titre et niveau que ce soit de la société capitaliste.

Ainsi est né le Manifeste du Parti Communiste de Marx et Engels...
L'Angleterre n'était pas incluse dans ce tableau qui couvrait l'ensemble de l'Europe continentale, malgré le fait que Marx et Engels y étaient basés. La révolution anglaise était alors vieille de deux siècles, le capitalisme bien établi, ce qui avait permis à l'Angleterre d'être à la tête de la coalition anti-Jacobin au début du 19ème siècle. L'"intelligentsia" anglaise n'avait pas de composante révolutionnaire appréciable, mais a rejoint en masse les rangs du collaborationnisme philistin et chrétien. Le magnifique mouvement ouvrier anglais - du chartisme aux grandes grèves des mineurs en passant par les shop stewards - n'avait donc pas de parti révolutionnaire avec lequel se réunir, mais seulement un ignoble parti travailliste.
En Russie, par contre, les exigences objectives de la révolution bourgeoise, associées à la faiblesse de la bourgeoisie qui craignait toute crise révolutionnaire, ont forcé l'"intelligence", si l'on peut l'appeler ainsi, à jouer un rôle de supplantation de la bourgeoisie. Il n'est donc pas étonnant que, à partir de cette situation, la composante qui s'est liée aux perspectives de la révolution anti-bourgeoise se soit également trouvée renforcée.

L'Europe continentale a vu l'affrontement entre deux composantes - marxiste et opportuniste - de l'"intelligentsia" dans une situation d'équilibre relatif. D'où l'importance de la lutte théorique que, dès le début, Marx et Engels ont menée contre Proudhon, les Lassale, les During et leurs disciples ont mené contre Bernstein et les Kautsky. Cette lutte a été victorieuse sur le plan théorique car elle a conduit à la formation et à l'approfondissement de la doctrine du prolétariat, indépendante et opposée à l'idéologie démocratique bourgeoise propagée par les " nouveaux prêtres ".
Mais la lutte n'a pas été victorieuse sur le plan politique, car ces derniers ont su profiter du retard pris dans la mise en œuvre de toutes les revendications démocratiques pour se rapprocher du marxisme en insinuant leurs formulations opposées, qui ont trouvé un terrain fertile en face dans les revendications matérielles du réformisme syndical et politique. C'est ainsi que se sont construits les grands partis sociaux-démocrates qui, avec une régularité mathématique, à chaque tournant historique, ont déserté le camp prolétarien pour rejoindre le camp bourgeois.

Ces "nouveaux prêtres" dénonceront, loueront, flatteront, aideront et trahiront la classe prolétarienne, selon l'occasion, ils feront tout pour la classe ouvrière, sauf lui sauter sur le dos et s'écarter de son développement politique.
Cela a été possible parce que, comme l'avait prédit Lénine, la classe ouvrière seule ne pouvait pas construire son parti et parce que la majorité des intellectuels bourgeois avaient la perspective d'être appelés à diriger l'État de la bourgeoisie et utilisaient les partis socialistes comme un instrument essentiellement démocratique.

La situation était bien différente en Amérique, où la bourgeoisie a gagné non pas par la révolution mais par l'"immigration", c'est-à-dire que le mode de production précédent - représenté par les peuples indigènes américains - n'a pas eu besoin d'une

lutte politique et idéologique particulière pour être renversé. Ici, le développement idéologique a donc pris un autre caractère, bien loin de l'Encyclopédie, des Lumières, de la lutte anticléricale, du jacobinisme. Et la démocratie a pris la forme étatique la plus pure.

Par conséquent, il n'y a pas eu de "nouveaux prêtres". ni de concurrents dans la direction de l'État. Le résultat est que ni les grands partis sociaux-démocrates ni les petits noyaux révolutionnaires ne se sont formés : le mouvement ouvrier est resté en quelque sorte livré à lui-même. Le fait qu'un certain nombre d'autres facteurs matériels aient contribué à cette situation est banal à retenir.
Les États-Unis ont plus besoin de Coca Cola et de porte-avions que de philosophes pour exporter leur démocratie...
Si la lutte idéologique aux Etats-Unis a été d'une importance secondaire, cela ne signifie pas que la nécessité d'une organisation révolutionnaire perd de son importance ; au contraire, elle est d'une importance capitale aujourd'hui.

La phase impérialiste, sa recherche spasmodique de centralisation et de concurrence, la militarisation de la société et des relations sociales elles-mêmes, ont fait que, tandis que les barrières sociales sont plus prononcées, les superstructures idéologiques plus fragiles (le rôle de la famille, la tradition, les marges de plus en plus limitées du réformisme, etc.)[1], l'appareil militaire de l'État a augmenté son potentiel et sa force cinétique.
Le mouvement ouvrier américain et ses nouvelles organisations et mouvements sont confrontés à un niveau de répression, de contrôle, qui est inimaginable lorsqu'on le compare à la violence et à la répression du passé. Les défis auxquels il est confronté le mettent face à une société sénile, un impérialisme en perte d'hégémonie et un appareil central qui se défend bec et ongles.

Le développement actuel d'un nouveau syndicalisme aux Etats-Unis est un phénomène important : il permet à des milliers de nouveaux travailleurs de former des organisations, de développer des réseaux de solidarité sur le lieu de travail et sur le terrain. Sa dynamique ouvertement fondée sur les classes sociales est un signal à saisir et à défendre de toutes nos forces. Cependant, comme c'est souvent le cas après de longs vides, où à part des manifestations de rébellion ou des mouvements de protestation ouvertement interclassistes, on ne voyait rien à l'horizon, l'irruption à nouveau de l'ancienne lutte des classes dans ce nouveau capitalisme conduit souvent à l'erreur de courir après les mouvements, de penser que les mouvements peuvent se suffisent à elles-mêmes[2].

La gauche révolutionnaire américaine, si elle a la capacité de saisir pleinement le potentiel de cette phase, le réveil de la classe prolétarienne et sa capacité d'action indépendante, et de se positionner non pas comme un appendice, mais comme un pôle d'action et de perspective, est destinée à jouer un rôle sans précédent dans la politique aux Etats-Unis.

Mu'ammar G.

1 Cela ne signifie pas qu'ils disparaissent et qu'ils ne jouent plus aucun rôle.

2 Il suffit de regarder l'oscillation des intellectuels de gauche... Le cas le plus récent, mais la liste est très longue, est celui de David Harvey découvrant la nouveauté de Prodhon (.petit est beau°... moins problématique et "extémiste" que Marx.....(les grands gagnent sur les petits)

Crise et mécanismes de crise en Amérique

L'autarcie et le protectionnisme sont des stratégies dépassées. Il n'y a pas de retour en arrière possible par rapport à la socialisation internationale actuelle de la production et du commerce. Dans la nature, il y a une flèche du temps, le capitalisme ne peut pas rajeunir.
Après avoir remporté la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis se sont retrouvés en position de protecteur du capitalisme. Malgré leur déclin, aucun pays à l'horizon n'a la force de les évincer de la scène historique. Grâce à un pouvoir de dissuasion inégalé, ils contrôlent le monde et empochent les revenus de leur position. Au fil des ans, ils ont produit une dette mondiale incalculable, qu'ils sont bien sûr incapables de payer. Leur effondrement entraînerait un effondrement général, c'est pourquoi le front intérieur américain est important, ce qui se passe dans le "ventre de la baleine".
La Chine, quant à elle, a brûlé tous les ponts en faisant en quelques décennies ce que d'autres ont accompli en plusieurs siècles, et présente tous les symptômes du capitalisme sénile : automatisation de la production, financiarisation de l'économie, délocalisation vers des pays tiers.

Dans le capitalisme avancé la tendance principale est: le travail mort (les machines) domine le travail vivant (les hommes). Le capital commence de manière contradictoire a “se nie lui-même”, invalidant la loi de la valeur du travail (cela dit, il ne faut pas oublier que nous assistons aujourd'hui à une augmentation mondiale de la classe ouvrière industrielle), et les États tentent de remédier à cette situation en introduisant de nouvelles formes de bien-être, comme la "prospérité commune" en Chine et le revenu de base ou de citoyenneté en Occident, afin de rééquilibrer le système.
La forme démocratique, la coopération entre les classes, est la meilleure enveloppe pour la bourgeoisie dans la phase impérialiste. La répression est nécessaire mais il ne suffit pas de gouverner un pays, il faut d'abord nourrir la population et soutenir la consommation intérieure. Le contrôle des citoyens par l'État est toujours en cours. Pensez à la surveillance de masse basée sur des réseaux de caméras intégrés à des systèmes d'intelligence artificielle qui, grâce aux expressions des visages et aux mouvements des foules, sont capables de prédire les troubles.
Le réarmement des États et la modernisation des arsenaux de guerre visent à faire face aux ennemis externes et internes, comme l'explique le rapport "Nato 2020 Urban Operations", compilé par des experts de sept pays membres, qui identifie l'espace urbane métropolitain comme le futur champ de bataille entre les masses dé intégrées et l'État.

Ce qui, jusqu'il y a peu, était la dialectique normale entre les partis prend maintenant de nouveaux aspects et peut conduire à des polarisations sociales inattendues. A droite comme à gauche, on joue avec le feu : les données économiques montrent que la marge de manœuvre se réduit de plus en plus, et des réactions en chaîne inquiétantes pourraient être déclenchées par ces épreuves de force.

Nous avons des contre-tendances qui tentent de freiner cette dynamique. Augmenter la plus-value absolue au détriment de la plus-value relative : moins de machines et de technologie et plus d'exploitation esclavagiste. L'Allemagne et le Japon ont réussi, même si ce dernier est dans une phase dépressive de croissance zéro depuis vingt ans. Les États-Unis ne sont pas un exportateur et pourtant ils vendent des obligations d'État à la moitié du monde, collectant des milliards de dollars qu'ils versent ensuite aux banques. Ces dernières, qui devraient les utiliser pour donner de l'oxygène à l'économie, les réinvestissent dans des titrisations, des hypothèques et de la camelote financière. C'est un cercle vicieux qui, de toute évidence, ne peut durer longtemps. D'un point de vue capitaliste, les Républicains ont raison de ne pas vouloir d'une administration qui continue à aider la population. L'alternative du diable est de stimuler la consommation en distribuant de l'argent à tout le monde, ou de faire marche arrière et de se concentrer sur l'emploi massif des chômeurs mal payés et surexploités. Milton Friedman a proposé de répartir la valeur dans la société en agissant sur la consommation; il n'a pas été écouté car le Capital est suffisamment autonome pour se foutre des gouvernements. Les mécanismes de la mondialisation obligent les acteurs étatiques à s'approvisionner d'abord auprès des banques, puis, finalement, auprès de la population appauvrie.

La classe dirigeante ne peut plus s'unir autour d'intérêts communs. Le système est hors de contrôle et tous les indicateurs économiques montrent que la situation s'est aggravée. Anonyme, le capital mondialisé fait danser les États à sa guise et les exécutifs nationaux sont de plus en plus inadaptés à la gestion des crises mondiales :
Dans une situation qui tend à échapper aux bourgeoisies nationales du fait de l'internationalisation et de l'autonomisation du

Capital, le système aurait un besoin vital de contrôle économique et social planétaire. Ce qui se passe en Europe avec la compétition insensée et suicidaire pour sauvegarder l'intérêt national reflète ce qui se passe dans le monde, seulement en dehors de l'Europe aucune unité supranationale n'est à l'ordre du jour plutôt. Ainsi, un niveau supplémentaire de contradiction est ajouté : le contrôle planétaire est précisément ce qui est nécessaire, mais lorsque des tentatives sont faites pour obtenir au moins des substituts de ce contrôle, le nationalisme prend le dessus.

L'Amérique ne peut pas se permettre de nationaliser davantage l'économie... d'où la lutte entre la tendance démo-corporatif qui vise à augmenter les dépenses sociales (les plus réactionnaires sont les démocrates, avec Roosevelt comme principale figure historique), et la tendance " libérale " qui vise à appauvrir de larges pans de la population.

En ce qui concerne les luttes aux États-Unis, la pierre angulaire reste la politique du New Deal rosveltien. C'est la pierre angulaire des propositions que font encore aujourd'hui toutes les anciennes et nouvelles gauches réformistes. La bataille qui se joue autour de la revendication des 15 dollars de l'heure se confond inévitablement avec l'appareil législatif fédéral américain. Comprendre quels ont été les avantages et les limites du réformisme historique en Amérique, nous permet de comprendre les limites de celui ci aujourd'hui.

Avec la crise de 29, la société américaine s'est effondrée, la nécessité de fournir une communauté sociale cohésive a été ressentie par des secteurs importants de la bourgeoisie. De manière significative, le grand cycle de luttes s'est déroulé après des mesures sociales visant à garantir cette cohésion. Souvent, cependant, ce cycle de lutte des travailleurs aux États-Unis est lu à l'envers. Présenter la "nouvelle cohésion sociale" comme le résultat de la lutte des travailleurs ...

Les mesures introduites aux États-Unis par Roosevelt, appelées "New Deal", visaient à remédier au chômage de masse dû à la crise économique qui avait débuté en 1929. On pensait que grâce à une croissance de la demande induite par les dépenses publiques, les investissements privés pourraient redémarrer. En outre, compte tenu des conséquences sociales du chômage, il s'agissait d'atténuer les éventuelles tensions sociales. Indépendamment du fait que ces mesures aient pu ou non ramener l'économie à un développement plus adéquat de la production, l'objectif principal de l'introduction de l'aide sociale était exclusivement de remédier à la défaillance du marché.
Une telle politique a toutefois entraîné un court-circuit inhérent à la politique keynésienne, dont les effets ont été clairement visibles. En effet, on pensait que l'intervention de l'État dans l'économie permettrait de surmonter la crise attribuée à l'offre excédentaire. Cependant, ces types de "politiques économiques" ne tiennent pas compte du fait que, pour que le processus de production capitaliste ait lieu, il ne suffit pas qu'il y ait une demande insatisfaite à laquelle vendre la production, mais il faut aussi que des profits soient créés une fois la production vendue sur le marché.

Les politiques d'endettement de l'État visant à relancer l'économie, auxquelles on peut rattacher la théorie keynésienne, augmentent la demande, à laquelle correspond une augmentation réelle de la production du secteur privé, mais ce cycle conduit nécessairement à une nouvelle croissance de la dette publique qui ne peut être récupérée que par davantage de dette publique ou d'impôts. Dans les deux cas, la croissance de la dette publique hypothèque les bénéfices et l'argent (capital liquide) disponibles pour le capital privé. Les politiques de croissance de la dette publique sont donc encore plus inefficaces dans des situations comme celle que nous connaissons actuellement, avec des niveaux d'endettement élevés, des bénéfices et une croissance de la productivité faibles, de sorte qu'il est facile qu'une croissance des dépenses publiques ne déclenche que des phénomènes inflationnistes. D'où la nécessité de réduire les "coûts" du travail et l'exploitation de la main-d'œuvre, grâce à laquelle les espoirs du capital permettent de rétablir des taux de profit suffisants. Dans le cas des États-Unis dans les années 1930, il a fallu produire une "destruction de capital" productif en transférant des ressources, récupérées par la croissance de la dette publique, du secteur privé au secteur public pour les armements nécessaires à la Seconde Guerre mondiale. La grande réforme du new deal a été payée par la Seconde Guerre mondiale.....

En Europe, des mesures similaires à celles décrites ci-dessus ont été adoptées. En Angleterre, des "programmes de développement" ont été adoptés, qui utilisaient des crédits et des concessions fiscales pour orienter la production vers les objectifs fixés par le gouvernement. En Allemagne et en Italie, où les régimes politiques sont différents, l'État exerce un contrôle encore plus important sur l'économie, ce qui conduit à la

nationalisation de certaines industries jugées "stratégiques".
C'est dans cet esprit qu'en Italie, le régime fasciste a institué le système public de sécurité sociale, bien que sous une forme limitée par rapport à aujourd'hui : le 22 avril 1927, la "Carta del Lavoro" a été publiée. Le point XXVI établit la sécurité sociale en la définissant comme "une haute manifestation du principe de collaboration", aux charges de laquelle l'employeur et le travailleur doivent "contribuer proportionnellement".
Derrière l'idée que l'État-providence est une amélioration des conditions des salariés se cache le préjugé d'un État capable de concilier les différents intérêts de classe dans une société "corporatiste" ou démocratique.

Ce point de vue est amplement confirmé lorsqu'on analyse le cas français, à l'époque du Front populaire, qui reste pour l'imaginaire de gauche l'un des points culminants de la stratégie et de la pratique social-démocrate, visant à l'expansion de la sécurité sociale. En 1936, sous l'impulsion d'un fort mouvement ouvrier, l'Etat français et les patrons autochtones ont choisi une politique visant à détruire ce mouvement, favorisant un élargissement de l'Etat dans l'économie. Exactement comme en Allemagne et en Italie dans l'immédiat après-guerre, en France, avec une classe ouvrière à l'attaque, le capital a dû renoncer temporairement à sa poursuite de l'augmentation du taux de profit, se limitant à maintenir l'exploitation des travailleurs. Le capital a pu confier au gouvernement français du Front populaire la tâche essentielle de briser les bases de la lutte ouvrière et de mobiliser les masses vers la guerre impérialiste (tâche qui incombait au fascisme en Italie et au nazisme en Allemagne), parce qu'il possédait une puissante masse de manœuvre (la plus-value nationale et coloniale) qui lui permettait de ne plus subordonner la vie économique du régime à la transformation immédiate du profit en capital. C'était là tout le sens du slogan du frontisme français concernant sa politique de "billet à ordre sur l'avenir" qui puisait dans les milliards de plus-value accumulés dans les banques, tandis que les capitaux partaient à l'étranger pour profiter de conditions plus favorables, pour ne revenir sur le sol français qu'après l'affaiblissement de la classe ouvrière par le syndicat et le soutien à l'économie de guerre.

Ainsi, même lorsque l'introduction de l'État-providence dans l'économie a été motivée par une intensification des luttes ouvrières, inutile de préciser que ce n'était pas le cas partout, voir par exemple l'Allemagne où les patrons ont opté pour une redistribution créée par la croissance de la productivité avec de simples politiques de concertation entre syndicats En effet, si elle a permis aux organisations patronales et au gouvernement d'agir sans faire une heure de grève, elle a surtout servi à freiner les revendications des travailleurs et à les ramener dans les cercles syndicaux, où une "soumission" des patrons correspond à un retour à la "normalité" des relations sociales.

Le pouvoir de l'État est une violence de classe, mais aussi un régulateur des intérêts généraux contre les pulsions monopolistiques, car les revendications des travailleurs élèvent le niveau historiquement donné des besoins et la menace des tensions de classe.
Les réformes sociales ne sont donc pas un cadeau ou une ruse des capitalistes en tant que classe, mais une médiation de l'État dans l'intérêt du système et parfois sous l'impulsion d'une lutte acharnée des travailleurs.
Il n'y a pas de "neutralité" de la forme étatique. Marx avait déjà montré comment la forme " démocratique " et " libre " de l'État sert de médiateur entre les contradictions du système de différentes manières : bonne planification capitaliste, anticrise autant que possible, où certains intérêts corporatistes prolétariens sont également conciliés. C'est l'instrument idéal pour une bourgeoisie qui veut se poser en "classe générale". Si l'État " démocratique " exprime donc les besoins les plus profonds du mode de production capitaliste et son besoin de médiation social, il génère également le réformisme du mouvement ouvrier, tout aussi fonctionnel au bon fonctionnement du système. L'illusion de la neutralité de l'État (et son utilisation par les ouvriers) permet ainsi de contrôler toutes les formes d'insubordination prolétarienne.
L'empressement apparemment illimité de l'État moderne à reconnaître les "droits sociaux et civils" codifie essentiellement un équilibre corporatiste d'intérêts de classe conflictuels, qui trouvent un équilibre précaire et provisoire face au pouvoir objectif de l'État "libre et démocratique", source de la loi et de l'entreprise, incarnation du "progrès".
L'autoritarisme de l'État moderne (démocratique et social) est la synthèse du régime parlementaire et du pouvoir technocratique (si l'on veut appeler cela une bureaucratie fortement influencée par des experts financiers et des gestionnaires techniques), deux faces d'une même réalité.
Cependant le développement du capitalisme conduit à son internationalisation. C'est la tendance historique et Engels la précise : "*Le pouvoir de l'État se renforce dans la mesure où les*

antagonismes de classe au sein de l'État s'accentuent et où les États voisins deviennent plus grands et plus peuplés". Par conséquent, même si dans un marché national, en raison de conditions spécifiques, les antagonismes de classe ne conduisent pas à un renforcement rapide de la machine étatique, ce renforcement sera accéléré par le marché international et le développement conséquent des grands États qui y opèrent. Ainsi, même le plus petit et le moins centralisé des États est déterminé dans son évolution interne par l'action de facteurs internationaux qui interviennent, comme le marxisme et l'histoire nous l'enseignent, en influençant les formes spécifiques de la dictature bourgeoise dans chaque pays individuel. Cette dynamique est présente dans tous les États, même si elle prend des formes et des délais différents par rapport au développement inégal de l'impérialisme.

Face à l'État démocratique-corporatif moderne, il est facile pour ceux qui posent le problème de briser les rouages de la structure de commandement de la bourgeoisie de tomber dans un absolutisme stérile : toute lutte pour les garanties sociales est ainsi vouée à être résorbée par l'État...
Les luttes pour un salaire pour les chômeurs et un pacte de salaire minimum, sont évidemment des revendications économiques mais elles ont la capacité de jouer une fonction politique comme les luttes pour la réduction du temps de travail pour les 8 heures a fin 1800. Chaque revendication en soi n'est pas "révolutionnaire" mais s'inscrit dans les conventions de la lutte des classes.
C'est sur le terrain politique (relations entre tous le classes), sur le terrain de l'État (le monopole de la violence), que la classe ouvrière peut arriver à sa conscience politique, c'est-à-dire à avoir sa politique. Mais c'est à partir de la lutte économique que la classe ouvrière arrive au champ politique et non l'inverse, car toute lutte économique a un contenu politique, elle est un mouvement dans les relations sociales, elle est une dynamique des relations entre les classes et elle affecte le champ des relations réciproques de toutes les classes, dans le champ de l'État.
Il appartient à tous ceux qui défendent le communisme de lutter pour exploiter au maximum les mobilisations ouvrières et prolétariennes, pour donner solidarité, force, organisation et direction à la classe en lutte, contre tous ceux qui défendent l'ancien monde. Il est clair que la guerre des classes se joue à plusieurs niveaux, imbriqués les uns dans les autres.

Mu'ammar G. et Mateo F.

Guerre en Ukraine....et nous....

Le général Von Klausewitz a déclaré que "la guerre est un acte de force visant à contraindre l'adversaire à se soumettre à notre volonté". Évidemment, comment l'acte de force doit être réalisé ? Cela n'est pas précisé, seulement que la force est le moyen et que la soumission de l'adversaire est le but. Il n'est pas nécessaire de voir couler le sang pour qu'il y ait violence, puisque dans la plupart des cas, elle atteint son but en restant à l'état potentiel. La guerre est un produit de la société, elle se modifie, elle change dans le temps.

L'article du chef de l'état-major russe, le général Valery Gerasimov, intitulé " La valeur de la science réside dans la capacité à prévoir : les nouveaux défis exigent de repenser les formes et les méthodes de conduite des opérations de combat ", publié le 26 février 2013, est intéressant à cet égard. Les analystes occidentaux l'ont appelé le manifeste de la nouvelle doctrine militaire russe. En réalité, les experts militaires russes n'ont fait que prendre acte de la transformation de la guerre moderne en quelque chose d'hybride, c'est-à-dire des conflits impliquant des armées étatiques et non étatiques, ainsi que des opérations cybernétiques et psychologiques. Les temps de paix et les temps de guerre ne sont plus clairement séparés, il existe une zone grise dans laquelle se produisent différentes gradations dans le déploiement de la guerre.

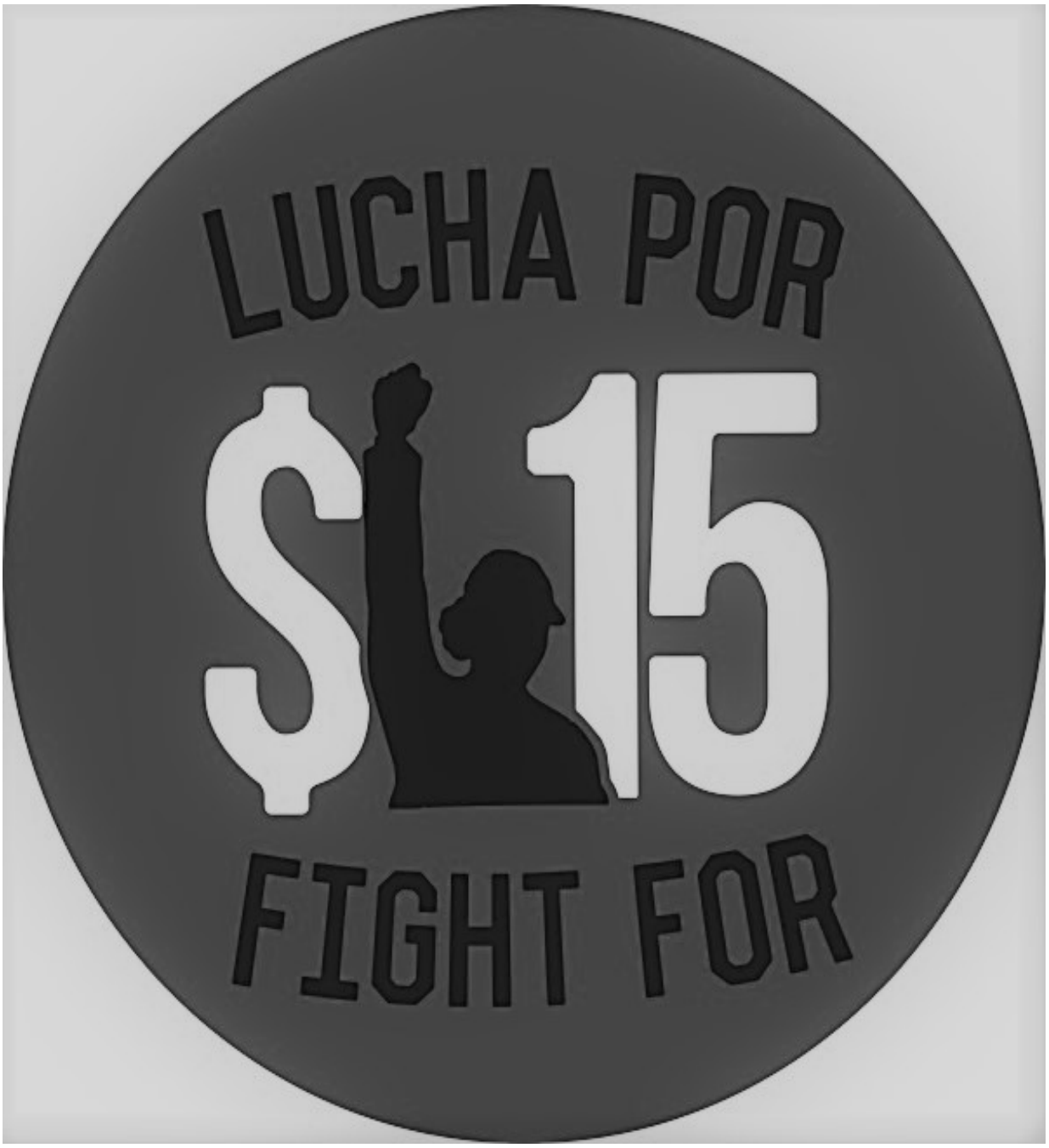
La doctrine dite de Gerasimov est divisée en six phases : la phase secrète de la guerre, l'augmentation de la tension, le début officieux des opérations de guerre, la crise finale de la guerre, la résolution et le rétablissement de l'ordre dans le pays. En résumé, le général russe identifie quatre aspects cruciaux de la guerre moderne : l'utilisation intégrée de la force militaire et civile ; le rôle fondamental des médias et de l'information ; l'utilisation de sociétés militaires privées dans les opérations militaires et, enfin, l'utilisation de méthodes d'opération indirectes et asymétriques. ("The Gray zone concept : the Gerasimov doctrine and the Russian approach to hybrid operations", ministerodelladifesa.it). Les experts militaires russes considèrent que les "révolutions colorées" sont des révoltes fomentées par les États-Unis, comme ce fut le cas en Ukraine avec Euromaidan en 2014, lorsque le président pro-russe Janukovyč a été contraint de fuir le pays après des mois de protestations. La Russie, qui a répondu aux manifestations pro-occidentales par l'occupation de la Crimée et un soutien actif aux indépendantistes de la région du Donbass, ne peut se permettre d'avoir l'OTAN près de ses frontières. Aujourd'hui, la guerre est menée par des militaires et des civils, par le biais de cyberattaques, de campagnes de désinformation, d'une utilisation extensive de la partisanerie et de la pression économique comme moyen non militaire. Et dans cette situation de désordre mondial dû, avant tout, au déclin des États-Unis, c'est toute la structure du capitalisme qui vacille. La Chine, l'Inde et la Russie elles-mêmes ne remettent pas directement en question le rôle de gendarme du monde joué par les États-Unis, mais recherchent leur propre marge de manœuvre. Le colosse impérialiste américain, tout en luttant au niveau international, présente d'énormes contradictions en son sein, comme l'affirment aujourd'hui de nombreux observateurs. Les États-Unis sont passés maîtres dans l'art de la compassion, c'est-à-dire qu'ils font perdre la guerre aux autres sans se battre. Ils tolèrent très bien le fait que la Chine possède une grande partie de leur dette publique, mais ils doivent contenir son expansion commerciale en l'accusant “d'agression économique”. Si, comme le dit Trump, ils veulent "Make America Great Again", c'est parce que l'Amérique est devenue petite. Dans les années 1950, les États-Unis ont atteint le sommet de leur développement et ont pu projeter leur image

sur le reste du monde d'une manière que même l'Empire romain n'a pas pu faire. Le président Eisenhower a soutenu que l'Amérique devait gagner la guerre pour dominer le monde. Mais gagner une guerre mondiale, à long terme, est pire que de la perdre, car il faut alors coloniser les populations. Les États-Unis ne peuvent plus redevenir ce qu'ils étaient il y a quelques décennies, ils ne peuvent plus connaître une période d'après-guerre de reconstruction et de boom économique. Actuellement Les États-Unis sont dans un état de « guerre civile » permanente.

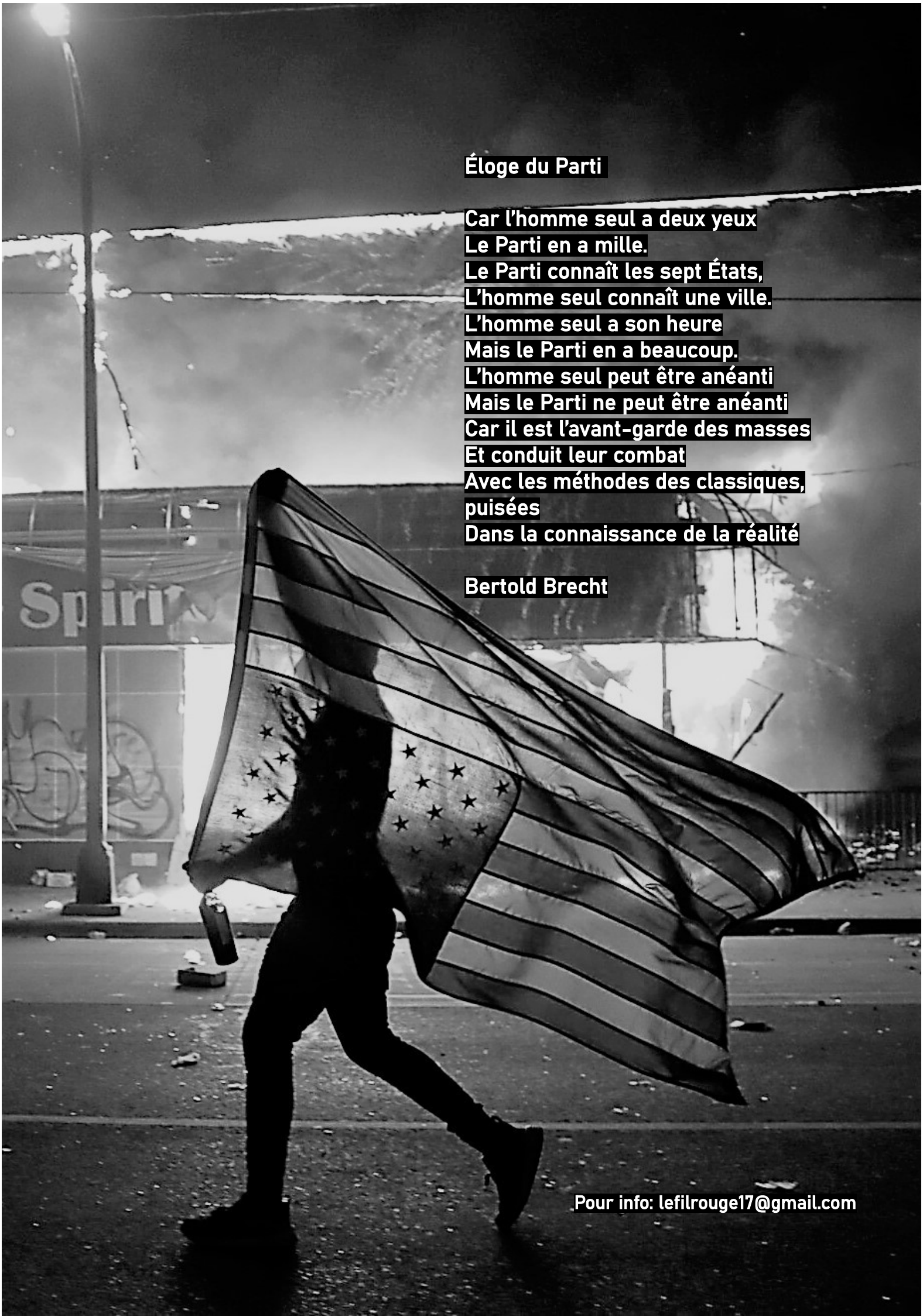
Telles sont les considérations à tirer de la guerre actuelle en Ukraine. Sur le plan politique, il est évident que l'ennemi principal est notre impérialisme. Et nos forces doivent être concentrées sur ce terrain. Il est évident que ce sont les prolétaires qui meurent à la guerre, et plus le prolétariat développe des formes de solidarité, d'union et d'internationalisme, plus il est fort face au capital.
Mais même si ces paroles sont justes, elles restent dans le vent si elles ne trouvent pas de force dans le contexte concret. Nous signalons et soutenons avec intérêt les blocages qui ont eu lieu dans certains ports d'Europe, où les travailleurs ont refusé de charger des armes destinées à être envoyées en Ukraine. Ainsi que toutes les initiatives qui brisent le mur de la logique des « bons Ukrainiens » et des « mauvais Russes ».

En observant les récits que nous proposent les deux prétendants, on pourrait dire qu'ils sont tous justes. La Russie a certainement raison de se voir objectivement encerclée par l'OTAN, après que celle-ci ait promis de ne pas s'étendre vers l'est, et l'Ukraine a certainement raison d'affirmer qu'en tant qu'État souverain, elle peut décider de manière autonome de quel côté elle se trouve. Mais que nous disent ces deux récits également légitimes ? Ils nous disent qu'il y a une "lutte pour le pouvoir" en cours entre les forces impérialistes dont l'objectif est le contrôle et la domination. Il n'y a pas un front de libération et un front d'oppression, mais deux fronts qui, de manière totalement identique, poursuivent les objectifs de domination et de commandement. Dans ce scénario, toute forme de complicité avec l'un des deux prétendants ne signifie rien d'autre que l'adhésion à un impérialisme plutôt qu'à un autre. La Russie n'est pas le rempart progressiste qui s'oppose à l'impérialisme de l'OTAN, mais une puissance impérialiste qui joue un jeu mortel contre son homologue occidentale, l'Ukraine qui, soit dit en passant, L'Ukraine, qui compte d'ailleurs un grand nombre de néonazis nostalgiques de Bandera et de la collaboration active avec les troupes nazies pendant la Seconde Guerre mondiale, n'est pas une "nation en armes" luttant pour son autodétermination, mais une simple marionnette utilisée comme un énième cheval de Troie par le bloc de l'OTAN contre son homologue oriental. Dans ce scénario, les travailleurs et les prolétaires n'ont pas d'amis, la seule et unique "ligne de conduite" que les travailleurs et les prolétaires doivent tenir est la guerre contre la guerre.
C'est la guerre que nous devons nous préparer à mener. Dans le cadre de ce scénario, nous devons apprendre à vivre, à combattre et être capables de plier les contradictions macroscopiques aux intérêts des travailleurs et du prolétariat auxquels la guerre fait référence. La guerre contre la guerre signifie ne pas pacifier le front interne, renvoyer la "politique des sacrifices", élargir et radicaliser le conflit social. La guerre contre la guerre doit amener à renforcer l'organisation autonome des travailleurs et des prolétaires ; nous opposons “l'union sacrée" des patrons à l'unité internationaliste des travailleurs et des prolétaires. Nous vivons cette unité tous les jours dans les entrepôts, sur les lieux de travail, dans les rues des banlieues métropolitaines et dans les prisons, c'est notre "union sacrée", et cette "union sacrée" vous est irréductiblement hostile.

Manuel F



https://fightfor15.org/



Éloge du Parti

Car l'homme seul a deux yeux
Le Parti en a mille.
Le Parti connaît les sept États,
L'homme seul connaît une ville.
L'homme seul a son heure
Mais le Parti en a beaucoup.
L'homme seul peut être anéanti
Mais le Parti ne peut être anéanti
Car il est l'avant-garde des masses
Et conduit leur combat
Avec les méthodes des classiques, puisées
Dans la connaissance de la réalité

Bertold Brecht

Pour info: lefilrouge17@gmail.com